

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 MARS 1901.

Proposition de loi apportant des modifications à la loi sur la milice
et à l'organisation de l'armée.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La bonne organisation de la défense nationale a toujours compté parmi les préoccupations des hommes politiques qui ont successivement occupé le pouvoir.

Ce souci suffirait à lui seul pour démontrer la nécessité d'une armée répondant aux exigences de notre situation.

Les auteurs de la proposition n'ont point la prétention de réussir à mettre d'accord tous ceux que hante le grave problème de l'organisation de l'armée.

Si nous avons cru devoir apporter notre concours à l'œuvre dont la nécessité semble s'affirmer par la multiplicité des propositions, ce n'est pas que nous ne rendions hommage à maintes formules; nous louons au contraire plusieurs d'entre elles, mais nous estimons que les incidents de ces derniers mois ont ouvert la porte à une solution nouvelle et plus radicale.

Quand on parle organisation de l'armée, il est d'usage assez général de se tourner vers l'étranger. Ce procédé n'est que partiellement recommandable; il ne doit pas s'ériger en règle absolue et nous faire perdre de vue que nous nous mouvons dans un cadre absolument différent de celui de nos puissants voisins; au surplus, notre caractère national n'a-t-il point conservé un cachet qui lui est propre et dont il convient que le législateur clairvoyant s'inspire?

La meilleure organisation militaire est celle qui est adéquate aux conditions d'existence d'une nation en tant que nation, comme à l'esprit de sa race.

Que d'autres constituent de puissants instruments offensifs, soit; cette attitude se justifie par un état général qu'il faut déplorer.

Pour nous, en attendant que le niveau international se soit élevé à la hauteur de la justice, bornons-nous à former une armée qui soit en harmonie

avec la situation spéciale de la Belgique et qui réunisse les conditions de force voulues pour le maintien de l'ordre et de l'indépendance.

De ce principe, qui nous semble inattaquable, doit découler un système qui soit belge.

Fidèles aux traditions de la nation, nous avons marché dans le sens de la liberté, tout en nous efforçant de faciliter l'accomplissement du devoir militaire.

Si notre proposition est admise, l'armée belge se composera d'un noyau fort, compact, rompu au métier des armes et d'autant plus dévoué à sa mission que celle-ci aura été librement acceptée.

Nous demandons au volontariat de fournir ce noyau; nous croyons qu'à raison des dédommagements assurés en échange du service rendu, cette base excellente ne nous fera pas défaut.

Dans cet élément viendront s'encadrer, à l'heure de la défense nationale, les jeunes gens moins exercés à la vie militaire, mais cependant suffisamment instruits pour pouvoir remplir parfaitement leur devoir, s'ils sont fortement encadrés; et ici, par cadres, nous entendons parler de sous-officiers et soldats. Pour organiser le volontariat tel que nous le proposons, il faut un fort contingent de troupes solides, entre lesquelles les volontaires moins formés subissent immédiatement la salutaire influence du coude à coude.

Napoléon disait : Donnez-moi de bons cadres et je vous donnerai de bons soldats. Nous ne fournissons pas seulement de bons cadres, nous y joignons un contingent de soldats consommés.

Si, contrairement à notre attente, le volontariat proposé ne donne pas le chiffre exigé par la loi annuelle du contingent, nous ne demandons plus au tirage au sort de le compléter. Désireux de répartir les charges militaires équitablement et conformément aux ressources de chacun, nous faisons appel aux familles les plus aisées.

Notre désir eût été que l'appel atteignit en première ligne « les jeunes gens en âge de milice et appartenant aux familles inscrites sur la liste des nobles reconnus en Belgique »; des scrupules constitutionnels nous ont empêchés de formuler cette proposition.

Cependant nous estimons que cette disposition eût été heureuse et fortifiante pour tous. La première obligation de ceux qui occupent une situation en évidence est de vivre de la vie de la nation, lui enseignant la voie du devoir et de l'honneur.

Le service, par préférence, des classes aisées ne soulève aucune objection constitutionnelle. Il découle de ce principe éminemment juste et élevé qui impose à celui qui possède des charges spéciales, et lui commande de les envisager comme le corollaire des devoirs inhérents à la propriété ou à la fortune. En atteignant par l'impôt ceux qui possèdent, nous demeurons fidèles à l'esprit général de nos lois en la matière.

De même que nous avons exonéré de l'impôt, même militaire, certaines catégories de citoyens, de même nous demandons à d'autres, tout en respectant leur liberté, la prestation militaire dans la limite des besoins du pays.

Il serait présomptueux de fixer jusqu'où il faudra descendre pour recruter une force armée suffisante. Si le volontariat, avec les avantages multiples

que nous lui assurons, répond à nos espérances, l'appel ne sera plus même nécessaire. Mais, en supposant l'impossible, à savoir qu'aucun volontaire ne se présente (et il y en a déjà huit mille aujourd'hui, sans avantages sérieux), en faisant, disons-nous, cette inadmissible supposition, on peut avancer, en se basant sur des chiffres, que les familles payant l'ancien cens électoral pour les Chambres assureraient le recrutement de près de la moitié du contingent actuel; les familles payant l'ancien cens électoral communal pourraient fournir près du double de ce contingent.

Encore une fois, nous n'indiquons ces données approximatives qu'à titre de renseignement général et afin d'éclairer les divers aspects du problème, le volontariat devant supprimer ces charges ou les ramener à un strict minimum.

Les jeunes gens, désireux de ne point faire partie du contingent éventuel de milice, auront une double ressource : le remplacement d'une part, le volontariat de trois mois d'autre part.

Le prix du remplacement pourrait s'établir d'après une échelle différentielle basée sur le chiffre des contributions payées par la famille du remplacé, chacun payant ainsi dans une mesure proportionnée à sa situation.

Des propositions sont formulées dans cet ordre d'idées; leur adaptation à notre système nous paraît pour le moins aussi aisée que leur réalisation dans le système actuellement en vigueur.

Quant au volontariat de trois mois, il se réalisera dans les conditions les plus faciles et les plus saines; il n'entravera ni les études, ni les carrières; il sera une source de force et d'esprit de discipline pour une jeunesse, d'autant plus intéressée à savoir obéir qu'elle est plus souvent appelée à commander.

Quand ce volontariat sera entré dans nos habitudes, et tout doit tendre à l'y introduire, peu de familles s'y soustraieront et, par-là même, le nombre des Belges aptes à défendre le pays, en cas de danger national, deviendra extrêmement élevé. Ce volontariat dispense du service dans le premier ban de la garde civique; or, ce premier ban fournit un service moyen de cent quatre-vingt-seize jours, chiffre à peu près équivalent à celui fourni par le volontariat de trois mois.

Il nous reste à établir que ce système peut former des hommes entièrement capables de remplir leur rôle dans les rangs de l'armée défensive qui est nécessaire au pays.

Cette partie technique de notre projet a été soumise à l'appréciation de divers officiers de notre armée.

Nous pensons éclairer sérieusement le débat en reproduisant, telle qu'elle nous a été donnée par écrit, l'opinion exprimée sur la valeur de ce volontariat.

Ces lignes résument les avis émis; elles émanent d'un des officiers supérieurs les plus distingués et les mieux à même de connaître les besoins de l'armée.

Nous devons à la loyauté de déclarer que cet officier n'admet pas dans notre système la faculté du remplacement. Il estime que le service militaire est rendu trop aisé, pour qu'il soit permis de s'y soustraire, en cas d'appel. A son avis, le remplacement ne devrait avoir pour effet que de dispenser du casernement.

Voici textuellement comment il s'exprime :

« Il reste maintenant à examiner la possibilité de donner aux miliciens, dispensés du casernement, l'instruction nécessaire pour leur permettre de servir réellement et utilement dans l'armée active en cas de troubles intérieurs graves ou de danger national. C'est le côté pratique de cette grande question.

» Avant tout, il faut admettre que ces miliciens, pouvant éventuellement servir dans l'armée, doivent être *instruits par l'armée*.

» Il convient ensuite d'examiner quelle peut être la durée de cette instruction.

» En principe, la durée de la présence sous les armes sera la moins longue possible, mais suffisante pour donner à cette catégorie de soldats une instruction leur permettant de servir utilement dans le rang.

» Les ordonnances existant dans l'armée exigent, qu'avant d'être employé en dehors du rang, le milicien ait été exercé à l'école du soldat et à l'école de compagnie. L'instruction dure trois mois pour chacune de ces écoles. — Ce temps est naturellement compté en se basant sur les aptitudes physiques et intellectuelles des miliciens les moins bien doués.

» Ces périodes d'instruction comportent de nombreuses théories destinées à faire connaître aux recrues tous les règlements et tous leurs devoirs militaires; tâche d'autant plus difficile que la plupart d'entre eux sont plus ou moins illettrés, — plutôt plus que moins.

» A Bruxelles, étant donné la saison où l'instruction se fait (période d'hiver), la distance à laquelle les terrains favorables au travail se trouvent de la caserne, on peut dire que la durée de l'instruction effective journalière, depuis le commencement d'octobre jusqu'au 1^{er} avril ne dépasse pas trois heures d'exercice par jour en moyenne et une heure de théorie.

» On peut en conclure que dans une importante ville de garnison comme Bruxelles, l'instruction mécanique, théorique et pratique des miliciens les moins bien doués demande six mois, avec un travail effectif moyen de quatre heures par jour.

» Loin de nous la pensée de dire qu'après six mois de service, ces hommes sont d'excellents soldats et que l'on pourrait constituer une armée avec de pareils éléments. Mais, en cas de guerre, ils rempliraient leur devoir au contact de leurs aînés.

» D'ailleurs, le *Département de la Guerre* estime lui-même que l'on peut, après cette période d'instruction, distraire *entièrement* du service du rang un certain nombre d'hommes qui sont indispensables pour occuper des emplois ou pour exécuter des travaux spéciaux dans l'armée. *Ils sont considérés comme aptes à servir utilement dans le rang en cas de danger national.*

» Ces faits établis, revenons à l'instruction de nos miliciens dispensés du casernement.

» Personne ne nous taxera d'exagération, si nous admettons que les miliciens dispensés sont presque tous des jeunes gens mieux doués que la bonne moyenne de nos recrues, au point de vue intellectuel comme à celui de la

souplesse musculaire et de la préparation à un examen quel qu'il soit. C'est-à-dire qu'il faudra consacrer *moins de temps — moins de six mois —* pour donner à ces hommes l'instruction mécanique, théorique et pratique du soldat.

» En outre, il est indiscutable que, si leur instruction se fait pendant la bonne saison, en été au moment où les journées sont très longues et cela dans les belles plaines du camp de Beverloo, à proximité des logements, la durée du travail pourra être portée à trois ou quatre heures le matin et autant l'après-midi, théories comprises. C'est-à-dire que la durée de l'instruction effective journalière pourra être *doublée* sans inconvénient.

» Si, de plus, il est tenu compte des qualités intellectuelles et morales ainsi que du stimulant donné par leurs intérêts sociaux aux miliciens dispensés, on peut dire qu'en *trois mois* de séjour au camp de Beverloo, pendant l'été, ces miliciens posséderont, *au moins*, le degré d'instruction que la partie moyenne des autres recrues de leur contingent aura acquis en six mois. Beaucoup d'officiers d'une grande expérience pratique et de beaucoup de jugement pensent de même. »

Plus loin, il ajoute :

« Après cette instruction de trois mois, ils participeraient pendant quatre années aux tirs de guerre, à des travaux annuels avec leur corps et aux manœuvres en terrain varié; ce qui leur servirait d'instruction pratique de campagne et achèverait leur préparation militaire. Ces rappels annuels auraient une durée maximum de six semaines.

» D'autre part, l'instruction militaire donnée pendant les seuls mois de juin, juillet et août ne peut entraver aucune carrière, aucune profession, aucune source de prospérité. Le Gouvernement pourrait même autoriser, pour des raisons d'intérêt majeur, les miliciens dispensés du casernement à faire leur instruction avec la classe de milice immédiatement antérieure à la leur ou avec la classe suivante. Les cours des universités et écoles supérieures seraient organisés de manière à assurer, sans dommage, l'application de la loi. »

Et il termine ainsi :

« L'instruction militaire des *dispensés* se ferait au camp de Beverloo, au cours des mois de juin, juillet et août. Ils constitueraient dans ce but, à eux seuls, des bataillons spéciaux dont les cadres seraient choisis avec soin. A la fin de cette instruction et pendant quatre années, ils seraient versés dans leur unité de guerre pour assister aux tirs de guerre et aux manœuvres en terrain varié; la durée de ces rappels serait de six semaines au maximum.

» Le tir d'entretien serait fait dans les stands de garnison, à raison de cinq cartouches par mois, pendant quatre années; les intéressés choisissant, au cours de chaque mois, le moment qu'ils jugeraient opportun pour tirer leurs cinq cartouches. »

Cet exposé caractérise parfaitement l'une des parties principales de notre proposition.

Contrairement au sentiment de notre correspondant, nous avons maintenu

le remplacement tandis que lui ne l'admet qu'en ce qui concerne le service à la caserne. Nous considérons le remplacement comme le corollaire sage de la contrainte militaire et comme une modalité du volontariat. Sa possibilité met parfois les familles des remplacés à l'abri de désastres matériels ou moraux, et souvent apporte le salut au foyer du remplaçant.

Mais quand la patrie est menacée, il faut la défendre; c'est pourquoi nous voulons mettre, sans contrainte ni excès de charges, le plus grand nombre possible de citoyens à même de concourir utilement à cette défense.

L'ensemble des dispositions proposées nous semble de nature à assurer, sous l'égide du libre arbitre, un idéal que d'aucuns jugent ne pouvoir réaliser que par la suppression de la liberté.

Le levier de la liberté nous apparaît le meilleur et le plus durable, parce qu'il se confond avec des mœurs séculaires, en même temps qu'il inculque aux individus une conception plus haute de leur responsabilité. L'événement démontrera si nous avons erré.

Parmi les dispositions nouvelles, il en est une sur laquelle nous nous permettons d'attirer tout spécialement l'attention du Parlement. C'est celle qui permet à tous, les volontaires de trois mois exceptés, de suivre des cours professionnels ou autres. Cette innovation nous paraît de nature à exercer l'influence la plus heureuse sur le développement général de la nation.

Qui ne voit l'avantage énorme que tous, et principalement les classes laborieuses, vont retirer du fait de pouvoir élever à un niveau supérieur la culture professionnelle ou intellectuelle, et cela, sans bourse délier, voire même en accumulant un léger capital pour l'avenir.

Nous attachons à cette pensée une grande portée. Sa réalisation ne peut qu'être utile au pays par la formation de travailleurs d'élite dans tous les domaines de l'activité humaine; elle n'est pas moins bienfaisante pour l'armée qu'elle mettra à l'abri du désœuvrement des heures de liberté.

La question de la réduction du temps de service a été laissée de côté; ce point ne rentrait pas dans le cadre que nous nous étions tracé; d'ailleurs d'importantes propositions visent cet objet et nous n'entendons pas marcher sur les brisées d'autrui.

Le côté financier de notre proposition ne nous a point échappé. Certes, il serait téméraire d'avancer ici des chiffres; ceux-ci en effet tirent leur origine d'éléments divers sur lesquels le législateur est appelé à se prononcer chaque année.

Cependant, dans notre système, il sera possible, croyons-nous, de disposer, en cas de besoin, d'un plus grand nombre d'hommes tout en subissant des charges moindres que par le passé.

Si le volontaire est plus avantageé que le milicien d'aujourd'hui (ce qui d'ailleurs profitera vraisemblablement aux familles les moins fortunées du pays), il ne faut pas perdre de vue :

1^o Que les volontaires de trois mois ne coûteront que leur équipement et leur entretien, tandis qu'ils fourniront, selon nous, un appoint considérable à l'armée;

2^o Que l'appel, s'il est jugé nécessaire, n'atteignant plus les familles qui aujourd'hui perçoivent la rémunération de 50 francs par mois, les nombreux millions consacrés à cette rémunération viennent à disparaître.

Peut-être avons-nous eu tort d'entrer parfois dans certains détails, par exemple, dans les prescriptions relatives au tir dans les stands. Nous avons voulu marquer par là l'importance que nous attachons à la formation de bons tireurs.

Nous ne sommes pas assez outrecuidants pour prétendre avoir réussi à formuler un projet *ne varietur*.

Dans des propositions semblables, il est nombre de parties qui ne peuvent être traitées avec sûreté qu'au moyen du concours de la grande machine administrative, et ce serait être trop sévère que d'exiger de la bonne volonté isolée une œuvre impeccable.

La possibilité de multiples améliorations est entrevue par les auteurs eux-mêmes; tels, notamment, le développement du volontariat de trois mois, par la subordination de l'octroi de certains diplômes à la condition que le récipiendaire ait accompli le minimum de devoir militaire; tel aussi l'abaissement de l'âge de la pension pour les volontaires de carrière et la transformation de cette pension en attribution de places qui puissent être occupées jusqu'à un âge avancé. D'aucuns ont également mis en avant l'idée de faire supporter une taxe par les familles dans l'aisance et non appelées à fournir la prestation militaire.

Ces points sont plutôt du domaine d'une Section centrale; les idées nouvelles gagnent en clarté, lorsqu'elles ne sont point escortées d'un trop imposant cortège de détails; aussi nous sommes nous attachés surtout à consigner dans notre proposition de loi les lignes conductrices (selon nous) d'une bonne organisation militaire belge.

Nous demandons aux personnes versées dans les choses de l'armée de les examiner sans parti-pris, avec calme et réflexion, le regard fixé sur tous les aspects du problème.

Le projet émane d'hommes qui, profondément convaincus eux-mêmes, ont toujours su respecter les convictions fortes et loyales. Ne fût-ce qu'à ce titre, il appelle un examen impartial.

Le Parlement, nous n'en doutons pas, verra dans notre œuvre un effort loyalement tenté en vue de mettre les citoyens à même de concourir à la défense du pays, sous une forme adaptée aux conditions dans lesquelles chacun se meut.

En nous réservant un accueil favorable, la Chambre s'unira à la pensée qui nous guide: bien servir le pays dans la vérité et la justice. Par là même, elle posera un acte d'union sociale.

B^{on} CH. DE BROQUEVILLE.

(8)

PROPOSITION DE LOI.

Article unique.

Les modifications suivantes sont introduites dans la loi sur la milice :

CHAPITRE PREMIER.**De la composition de l'armée.****ARTICLE PREMIER.**

Le recrutement de l'armée a lieu par des engagements volontaires; *il est complété, s'il y a lieu, par des appels annuels.*

ART. 2.

La durée du service des hommes appelés annuellement est fixée à huit années, qui prennent cours à dater du 1^{er} octobre de l'année de l'incorporation.

Toutefois, le compte des miliciens et des remplaçants à la masse d'habillement de leur corps ne sera apuré qu'à l'expiration des deux années qui suivront leur libération.

ART. 2^{bis}.

Les volontaires sont divisés en deux catégories :

1° Les volontaires sans rémunération.

Ceux-ci servent du 15 juillet au 15 octobre, la première année de leur incorporation.

Ils sont formés dans des camps par des instructeurs spéciaux.

Au cours de chacune des trois années subséquentes, ces volontaires sont rappelés pendant trente-six jours, entre le 15 juillet et le 15 septembre, en vue de compléter leur instruction.

Eenig artikel.

Aan de wet op de militie (¹) worden de navolgende wijzigingen toegebracht :

EERSTE HOOFDSTUK.**Van de samenstelling van het leger.****EERSTE ARTIKEL.**

De werving van het leger geschiedt bij vrijwillige dienstnemingen; *zoo daartoe reden bestaat, wordt zij door middel van jaarlijksche oproepingen aangevuld.*

ART. 2.

De duur van den dienst der jaarlijks opgeroepene mannen is vastgesteld op acht jaren, die beginnen te loopen te rekenen van den 1^{en} October van het jaar der inlijving.

Evenwel zal de rekening der miliciens en der plaatsvervangers in de kleedingmassa van hun korps maar aangezuiverd worden na verloop der twee jaren, die op hunne vrijstelling zullen volgen.

ART. 2^{bis}.

Er zijn twee soorten van vrijwilligers :

1° Vrijwilligers zonder bezoldiging.

Dezen dienen van 15 Juli tot 15 October, het eerste jaar van hunne inlijving.

Zij worden opgeleid in kampen door bijzondere onderrichters.

In den loop van elk der drie volgende jaren worden deze vrijwilligers gedurende zes en dertig dagen, tusschen 15 Juli en 15 September, onder de wapens teruggeroepen, ten einde hunne opleiding te voltooien.

(¹) De niet met cursiefletter gedrukte tekst is getrokken uit de Verzameling der wetten en koninklijke besluiten (1870 : n^o 78).

Ils sont astreints, sans frais, tous les deux mois, pendant le service actif de leur classe, à un tir de dix cartouches dans le stand le plus rapproché de leur domicile.

Pour ce tir, qui se fera conformément aux réglemens militaires, les volontaires ne devront être porteurs ni d'armes, ni d'aucun insigne ou vêtement militaire. Ils choisiront le jour et l'heure qui leur conviendra entre le lever et le coucher du soleil.

Ces volontaires servent avec les hommes de leur classe en cas de guerre ou de troubles intérieurs graves, conformément aux articles 3 et 4 de la loi sur la milice;

2° Les volontaires avec rémunération.

Ceux-ci se subdivisent en trois catégories :

Les volontaires de trois ans;

Les volontaires de six ans;

Les volontaires de carrière.

Les volontaires de trois ans doivent trois années de service actif; ils ne reçoivent pas de solde, mais une rémunération de 40 francs par mois, sans préjudice des avantages qui pourraient leur être attribués comme sous-officiers.

Les volontaires de six ans doivent six années de service actif; ils ne reçoivent pas de solde, mais une rémunération de 45 francs par mois, sans préjudice des avantages qui pourraient leur être attribués comme sous-officiers.

Ces derniers, à l'expiration de leur service, jouissent, s'ils ont bien servi et s'ils réunissent le minimum requis de connaissances, du droit de préférence pour l'obtention de tous les emplois de l'État.

Ils sont rappelés, de même que les volontaires de trois ans, avec les hommes de leur classe en cas de guerre ou de troubles intérieurs graves, conformément aux articles 3 et 4 de la loi sur la milice.

En cas de rappel, ils jouissent de la rémunération qui leur a été attribuée, à raison de leur engagement comme volontaires; s'ils sont mariés, cette rémunération est majorée de 50 centimes par jour et par enfant, sans

Om de twee maanden, gedurende den tijd van werkelijken dienst hunner klas, zijn ze, zonder dat ze daarvan de kosten dragen, verplicht tot eene schieting van tien kardoezen in den stand die het dichtst bij hunne woonplaats is gelegen.

Voor deze schieting, welke overeenkomstig de militaire reglementen zal plaats hebben, moeten de vrijwilligers noch wapens noch enig onderscheidingsteeken of krijgskleedij dragen. Zij zullen den dag en het uur kiezen die hun zullen passen tusschen zonsopgang en zonsondergang.

Deze vrijwilligers dienen met de mannen hunner klas, in geval van oorlog of erge onlusten binnenstands, overeenkomstig de artikelen 3 en 4 van de wet op de militie;

2° Vrijwilligers met bezoldiging.

Dezen zijn verdeeld in drie soorten :

Vrijwilligers voor drie jaar;

Vrijwilligers voor zes jaar;

Vrijwilligers van beroep.

Vrijwilligers voor drie jaar zijn tot drie jaren werkelijken dienst verplicht; zij trekken geene soldij, maar eene bezoldiging van 40 frank in de maand, buiten de voordeelen die hun als onderofficier kunnen toegekend worden.

Vrijwilligers voor zes jaar zijn tot zes jaren werkelijken dienst verplicht; zij trekken geene soldij, maar eene bezoldiging van 45 frank in de maand, buiten de voordeelen die hun als onderofficier kunnen toegekend worden.

Bij afloop van hunnen dienstdijd genieten laatstgenoemden, zoo zij goeden dienst deden en het vereischt minimum van kundigheden bezitten, de voorkeur voor het bekomen van al de Staatsambten.

Evenals de vrijwilligers voor drie jaar, worden zij onder de wapens teruggeroepen in geval van oorlog of erge onlusten binnenstands, overeenkomstig de artikelen 3 en 4 der militiewet.

In geval van terugroeping, genieten zij de bezoldiging die hun werd toegekend om reden hunner dienstdiening als vrijwilligers; zijn zij gehuwd, dan wordt deze bezoldiging verhoogd met 50 centiemen per dag en per

que cette majoration puisse excéder 1 franc par jour.

Les volontaires visés au 1^o, ainsi que les volontaires de trois et de six ans, sont dispensés de faire partie du premier ban de la garde civique; s'ils réunissent les conditions requises pour faire partie de la garde, ils sont directement versés dans le second ban, après l'expiration de leur terme de service actif.

Les volontaires de carrière sont ceux qui, après un terme de six ans, demeurent dans l'armée; ils touchent une rémunération mensuelle de 50 francs, sans préjudice des avantages attribués aux grades auxquels ils parviennent.

A l'âge de 50 ans, ils reçoivent une pension qui ne sera pas inférieure à 1 franc par jour, s'ils justifient au moins d'une présence de trente années sous les drapeaux.

ART. 2^{ter}.

Les volontaires visés au 1^o de l'article 2^{bis} peuvent contracter mariage après la première année de service.

Les volontaires des deux autres catégories peuvent contracter mariage dans les mêmes conditions que les miliciens.

ART. 2⁴.

Des facilités et avantages d'habitation peuvent être accordés aux volontaires mariés.

ART. 2⁵.

Si les dispositions prévues aux articles 2^{bis} et suivants n'assurent pas à suffisance le recrutement de l'armée, celui-ci est complété par l'appel annuel d'un contingent de milice.

Ce contingent est constitué par les jeunes gens en âge de milice appartenant aux familles les plus imposées en contributions directes, patentes comprises, l'appel atteignant d'abord les plus imposés pour descendre

kind, mits deze bezoldiging niet 1 frank per dag te boven gaat.

De in n° 1 bedoelde vrijwilligers, evenals de vrijwilligers voor drie en zes jaar, zijn niet verplicht deel uit te maken van den eersten ban der burgerwacht; vervullen zij de voorwaarden vereischt om deel uit te maken van de wacht, dan worden ze rechtstreeks ingelijfd bij den tweeden ban, na afloop van hunnen termijn van werkelijken dienst.

De vrijwilligers van beroep zijn die welke, na eenen termijn van zes jaren, in het leger blijven; zij trekken eene maandelijksche bezoldiging van 50 frank, ongeminderd de voordeelen toegekend aan de graden waartoe zij komen.

Op den ouderdom van 50 jaar, trekken zij een pensioen dat niet minder dan 1 frank daags mag bedragen, voor zooveel ze bewijzen dat zij ten minste dertig jaar onder de wapens zijn geweest.

ART. 2^{ter}.

De in n° 1 van artikel 2^{bis} bedoelde vrijwilligers mogen in het huwelijk treden na het eerste jaar dienst.

De vrijwilligers der twee andere klassen mogen in het huwelijk treden onder dezelfde voorwaarden als de miliciens.

ART. 2⁴.

Aan gehuwde vrijwilligers mogen gemak en voordeel voor huisvesting worden verstrekt.

ART. 2⁵.

Zoo de bepalingen van de artikelen 2^{bis} en volgende niet genoegzaam de werving van het leger verzekeren, wordt deze werving aangevuld door de jaarlijksche oproeping van een militie-contingent.

Dit contingent wordt samengesteld uit jongelingen die den dienstplichtigen ouderdom hebben bereikt, toebehoorende aan de familiën die de hoogste rechtstreeksche belastingen betalen, patentes inbegrepen;

dans les limites assignées par la loi du contingent.

Il pourra être procédé, en cas de besoin, à un tirage au sort entre jeunes gens dont les parents paient la même quotité d'impôts.

Ce tirage au sort est réglé par arrêté royal.

Ne font point partie de cet appel annuel :

1° Les jeunes gens qui, l'année antérieure à l'appel, se sont inscrits pour faire l'année suivante partie d'une des trois catégories de volontaires;

2° Ceux qui sont dispensés en vertu de la loi du 27 décembre 1884.

ART. 2^e.

Les dispositions des articles qui précèdent seront affichées chaque année aux frais de l'État dans toutes les communes du royaume.

ART. 3.

En cas de guerre ou lorsque le territoire est menacé, le Roi peut rappeler à l'activité tel nombre de classes congédiées qu'il juge utile, en commençant par la dernière.

Il est immédiatement rendu compte de cette mesure aux Chambres.

La disposition du présent article ne restera en vigueur que jusqu'au 1^{er} janvier 1880.

ART. 4.

Dans les cas prévus par l'article précédent, sont dispensés du rappel :

1° Les hommes mariés;

2° Ceux dont la première publication de mariage a été affichée avant l'ordre de rappel, pourvu que le mariage soit contracté dans les vingt jours;

3° Les veufs qui ont un ou plusieurs enfants de leur mariage.

de oproeping moet eerst worden beantwoord door de hoogstbelasten om af te dalen tot de grenzen aangeduid door de wet op het contingent.

Zoo het noodig is, kan er worden overgegaan tot eene loting onder jongelingen wier ouders dezelfde som voor belastingen betalen.

Deze loting wordt bij koninklijk besluit geregeld.

Maken geen deel uit van deze jaarlijksche oproeping :

1° De jongelingen die, het jaar vóór de oproeping, zich lieten inschrijven om het volgend jaar deel uit te maken van eene der drie klassen vrijwilligers;

2° Zij die vrijgesteld zijn uit kracht der wet van 27 December 1884.

ART. 2^e.

De bepalingen der voorgaande artikelen worden ieder jaar op kos en van den Staat in al de gemeenten des lands aangeplakt.

ART. 3.

In geval van oorlog of wanneer het grondgebied bedreigd wordt, kan de Koning tot den werkelijken dienst terugroepen zoodanig een getal van in verlof gezondene klassen als hij nuttig oordeelt, te beginnen met de laatste.

Er wordt van dezen maatregel onmiddellijk verslag gedaan aan de Kamers.

De bepaling van het tegenwoordig artikel zal maar van kracht blijven tot den 1 Januari 1880.

ART. 4.

In de gevallen bij het voorgaande artikel voorzien, zijn van de terugroeping vrijgesteld :

1° De getrouwde mannen;

2° Degene van welke de eerste huwelijksafkondiging aangeplakt is geworden vóór het bevel van terugroeping, mits het huwelijk binnen de twintig dagen aangegaan wordt;

3° De weduwnaars die één of verscheidene kinderen uit hun huwelijk hebben.

ART. 5.

Le contingent, s'il y a lieu, est formé chaque année d'après des listes dressées par les soins du Département de l'Intérieur, en conformité avec les prescriptions de l'article 2^s.

Communication des listes d'appel est donnée aux gouverneurs et transmise par ceux-ci aux autorités communales qui en avisent en temps utile les intéressés.

CHAPITRE II.

De l'inscription.

ART. 6.

Tout Belge est tenu, dans l'année où il a 19 ans accomplis, de se faire inscrire à l'effet de concourir éventuellement à la formation du contingent.

Celui qui, étant tenu envers un pays quelconque à des obligations imposées par des lois de recrutement, acquerra la qualité de Belge sans les avoir remplies, devra se faire inscrire dans l'année où il obtiendra cette qualité, s'il n'a pas 23 ans accomplis avant la fin de cette année.

ART. 7.

Les étrangers résidant en Belgique sont soumis à l'inscription :

1° S'ils sont nés en Belgique pendant que leurs parents y résidaient ;

2° Si leur famille réside en Belgique depuis plus de trois ans.

Les étrangers qui ne justifient d'aucune nationalité déterminée doivent se faire inscrire dans l'année où ils ont 19 ans accomplis.

Les étrangers qui justifient d'une nationalité déterminée ne doivent se faire inscrire que dans l'année qui suit celle où la loi de

ART. 5.

Het contingent wordt, zoo daartoe reden bestaat, jaarlijks samengesteld volgens lijsten opgemaakt door de zorg van het Departement van Binnenlandsche Zaken, overeenkomstig de voorschriften van artikel 2^s.

Mededeeling van de oproepingslijsten wordt gegeven aan de gouverneurs en door dezen overgemaakt aan de gemeentebesturen, die er de belanghebbenden tijdig kennis van geven.

HOOFDSTUK II.

Van de inschrijving.

ART. 6.

Alle Belg is verplicht, in het jaar waarin hij den ouderdom van 19 jaren ten volle bereikt heeft, zich te doen inschrijven, ten einde, bij voorkomend geval, deel te nemen aan de samenstelling van het contingent.

Degene die, jegens om 't even welk land verplichtingen hebbende door wervingswetten opgelegd, de hoedanigheid van Belg zou verkrijgen zonder deze verplichtingen vervuld te hebben, zal zich moeten doen inschrijven binnen het jaar waarin hij deze hoedanigheid zal bekomen, indien hij vóór het einde van dit jaar de 23 jaren niet ten volle bereikt heeft.

ART. 7.

De in België verblijvende vreemdelingen zijn onderworpen aan de inschrijving :

1° Indien zij in België geboren zijn toen hunne ouders er verbleven ;

2° Indien hunne familie sedert meer dan drie jaren in België verblijft.

De vreemdelingen die van geene bepaalde nationaliteit bewijs leveren, moeten zich doen inschrijven in het jaar waarin zij hunne 19 jaren ten volle bereiken.

De vreemdelingen die van eene bepaalde nationaliteit bewijs leveren, moeten zich maar doen inschrijven in het jaar volgende

recrutement de leur pays leur impose une obligation à laquelle ils n'ont pas satisfait; ils n'y sont pas tenus si, n'étant pas nés en Belgique pendant que leurs parents y résidaient, ils appartiennent à une nation qui dispense les Belges du service militaire.

Les étrangers ne sont pas tenus à l'inscription, si l'obligation n'est pas née avant l'expiration de l'année dans laquelle ils ont 23 ans révolus.

ART. 8.

L'article qui précède est appliqué sans préjudice de l'exécution des conventions internationales.

ART. 9.

L'inscription peut toujours être faite d'office par le bourgmestre.

Elle a lieu, pour ceux dont l'âge ne peut être constaté, à l'époque où, d'après la notoriété publique, ils sont censés avoir l'âge requis (1).

ART. 10.

Celui qui a été inscrit d'office et qui prétend ne pas avoir dû être inscrit, peut réclamer devant le conseil de milice, qui statue comme en matière d'exemption. Si sa réclamation est admise, il sera ou ajourné à un an ou déclaré définitivement exempt, selon qu'il peut encore ou ne peut plus être soumis à l'inscription.

ART. 11.

L'inscription se fait dans la commune de la résidence réelle du père de l'inscrit; de la mère à défaut du père; du tuteur à défaut

(1) Les mots: « pour concourir au tirage au sort » sont supprimés.

op datgene waarin de wervingswet van hun land hun eene verplichting oplegt waaraan zij niet voldaan hebben; zij zijn er niet toe verplicht, indien zij, in België niet geboren zijnde toen hunne ouders er verbleven, tot eene natie behooren die de Belgen van den krijgsdienst vrijstelt.

De vreemdelingen zijn niet tot de inschrijving gehouden, indien de verplichting niet ontstaan is vóór het einde van het jaar waarin zij hunne 23 jaren ten volle bereikt hebben.

ART. 8.

Het voorgaande artikel zal toegepast worden met voorbehoud van de uitvoering der internationale overeenkomsten.

ART. 9.

De inschrijving kan altijd van ambtswege door den burgemeester gedaan worden.

Zij heeft plaats, voor degenen wier ouderdom niet vastgesteld kan worden, op het tijdstip, waarop zij, volgens de openbare bekendheid, verondersteld worden den vereischten ouderdom te hebben bereikt (1).

ART. 10.

Degene die ambtshalve werd ingeschreven en die beweert niet te moeten ingeschreven zijn, kan voor den militieraad reclameren, die beslist zooals in zake van vrijstelling. Indien zijne reclamatie aangenomen wordt, zal hij voor één jaar uitgesteld of voorgoed ontslagen verklaard worden, volgens dat hij al of niet nog aan de inschrijving kan onderworpen worden.

ART. 11.

De inschrijving heeft plaats in de gemeente der werkelijke verblijfplaats van den vader des ingeschrevenen; van de moeder

(1) De woorden: « om aan de loting deel te nemen » vervallen.

de la mère; de l'inscrit lui-même si le père, la mère et le tuteur sont décédés, interdits ou sans résidence connue en Belgique, s'il a 21 ans accomplis ou s'il est marié.

La résidence s'établit par un an d'habitation continue dans la même commune, et ne se perd que par une habitation continue de même durée dans une autre commune.

Lorsque la résidence ne peut être constatée, l'inscription se fait dans la commune du dernier domicile.

L'enfant recueilli, soit directement par une commune, soit par ses hospices ou son bureau de bienfaisance, est inscrit dans cette commune.

ART. 12.

L'inscription se fait à la réquisition du père, de la mère, du tuteur ou de l'inscrit lui-même, suivant les distinctions établies à l'article précédent.

Aucun motif ne dispense de l'inscription.

Est réputé réfractaire celui qui n'est pas inscrit sur la liste alphabétique avant la clôture déterminée par l'arrêté royal réglant l'application de la présente loi.

Le gouverneur constate l'obligation de l'inscription et fait connaître au non-inscrit qu'il l'a porté au registre des réfractaires.

Dans les huit jours de cette notification, l'intéressé, son père, sa mère ou son tuteur, selon les distinctions établies à l'article 11, peuvent recourir à la cour d'appel qui, si elle accueille le recours, peut ordonner la radiation de l'intéressé, ou son assimilation au milicien dont il s'agit à l'article 22.

Si le recours n'est pas formé en temps utile ou s'il est rejeté, il est procédé, conformément à l'article 82, à l'examen physique

bij gebreke van den vader; van den voogd bij gebreke van de moeder; van den ingeschrevene zelve, indien de vader, de moeder en de voogd overleden, in interdictie of zonder bekende verblijfplaats in België zijn, indien hij zijne 21 jaren ten volle heeft bereikt of indien hij getrouwd is.

De verblijfplaats wordt vastgesteld door een jaar voortdurende bewoning van dezelfde gemeente, en wordt maar verloren door eene voortdurende bewoning van denzelfden duur eener andere gemeente.

Wanneer de residentie niet vastgesteld kan worden, geschiedt de inschrijving in de gemeente welke de laatste woonplaats is.

Het kind, dat door eene gemeenté rechtstreeks, of door hare godshuizen of haar weldadigheidsbureel opgenomen is, wordt in deze gemeente ingeschreven.

ART. 12.

De inschrijving geschiedt op aanzoek van den vader, van de moeder, van den voogd of van den ingeschrevene zelve, volgens het onderscheid vastgesteld in het voorgaande artikel.

Geene reden stelt van de inschrijving vrij.

Wordt als achterblijver beschouwd, degene die niet op de alphabetische lijst ingeschreven is vóór de sluiting vastgesteld door het koninklijk besluit houdende regeling van de toepassing dezer wet.

De gouverneur stelt de verplichting der inschrijving vast en laat aan den ingeschrevene weten dat hij hem op het register der achterblijvers heeft gebracht.

Binnen acht dagen na deze aanzegging, kan de belanghebbende, zijn vader, zijne moeder of zijn voogd, volgens het onderscheid vastgesteld in het artikel 11, zich in beroep voorzien voor het hof van beroep dat, indien het dit beroep aanvaardt, de schrapping van den belanghebbende, of zijne gelijkstelling met den milicien, van wien sprake in artikel 22, kan bevelen.

Indien het beroep niet te bekwamen tijd gedaan of indien het verworpen is, wordt er, overeenkomstig artikel 82, overgegaan

du réfractaire. S'il est déclaré propre au service, il est incorporé, dans les deux mois, pour un terme de huit ans ⁽¹⁾. Toutefois, le Roi peut l'assimiler aux miliciens sous le rapport des congés et du remplacement.

Les réfractaires ne peuvent être recherchés que jusqu'à l'âge de 36 ans accomplis.

ART. 13.

Il est ouvert dans chaque commune, du 1^{er} au 31 décembre, un registre destiné à recevoir l'inscription de ceux qui, à la date du 1^{er} janvier suivant, se trouveront dans l'un des cas prévus par les articles 6, 7 et 9.

Le dernier dimanche de novembre, les habitants sont avertis, par voie d'affiche, de l'ouverture de ce registre, qui sera clos le 31 décembre, à quatre heures de relevée, par le procès-verbal du bourgmestre constatant le nombre des inscrits.

La liste est publiée le 3 janvier et reste affichée jusqu'au 10. L'affiche indique que les réclamations du chef d'inscriptions indues ou d'omissions doivent être adressées au bourgmestre avant le 12.

Le bourgmestre statue immédiatement et il opère, en même temps, d'office, la rectification de toute erreur évidente qu'il aurait reconnue. Notification de ses décisions est faite, avant le 15 janvier, aux réclamants et à ceux dont l'inscription serait ordonnée, avec avertissement qu'ils peuvent adresser leur appel au commissaire d'arrondissement jusqu'au 22 janvier inclusivement.

⁽¹⁾ Les mots : « sans compter pour le contingent assigné à son canton » sont supprimés.

tot het lichamelijk onderzoek van den achterblijver. Indien hij tot den dienst geschikt wordt verklaard, wordt hij, binnen twee maanden, ingelijfd voor eenen termijn van acht jaren ⁽¹⁾. Nochtans kan de Koning hem met de miliciens gelijkstellen onder het oogpunt der verloven en der plaatsvervanging.

De achterblijvers mogen maar opgezocht worden tot den vollen ouderdom van 36 jaren.

ART. 13.

Er wordt, van den 1^{er} tot den 31^{er} December, in elke gemeente een register geopend, bestemd om de inschrijving te ontvangen dergenen die, op den datum van den 1 Januari daaropvolgende, zich in een der gevallen zullen bevinden, voorzien bij de artikelen 6, 7 en 9.

Den laatsten zondag van November, worden de inwoners, door middel van plakbrieven, verwittigd van de opening van dit register, dat den 31^{er} December, te vier uren 's namiddags, zal gesloten worden door het proces-verbaal des burgemeesters, het getal der ingeschrevenen vaststellende.

De lijst wordt den 3^{en} Januari bekend gemaakt en blijft aangeplakt tot den 10^{en}. De plakbrief duidt aan dat de reclamatiën uit hoofde van ongewettigde inschrijvingen of weglatingen aan den burgemeester moeten gezonden worden vóór den 12^{en}.

De burgemeester neemt onmiddellijk eene beslissing en bewerkt terzelfder tijd, van ambtswege, de verbetering van alle blijkbare dwaling die hij zou erkend hebben. Aanzegging van deze beslissingen wordt gedaan, vóór den 15^{en} Januari, aan de reclamanten en aan degenen van welke de inschrijving zou bevolen wezen, met verwittiging dat zij hun beroep, tot den 22^{en} Januari inbegrepen, tot den arrondissementscommissaris kunnen richten.

⁽¹⁾ De woorden : « zonder te rekenen voor het contingent, aan zijn kanton toegeschreven » vervallen.

ART. 14.

Le bourgmestre dresse la liste alphabétique des inscrits de sa commune, et il la transmet, telle qu'il l'a adoptée, le 15 janvier au plus tard, au commissaire d'arrondissement, en y joignant le registre des inscriptions clôturé le 31 décembre, la déclaration de publication et d'affiche, les réclamations et les décisions qu'il a prises dans les cas prévus par l'article précédent, et la preuve qu'elles ont été notifiées à qui de droit.

Il est statué sur les cas d'inscription par le commissaire d'arrondissement, par le gouverneur ou par le ministre de l'intérieur, selon que ces cas concernent des communes d'un même arrondissement; des communes d'arrondissements différents, dans la même province, ou des communes appartenant à des provinces différentes.

Les décisions sont sans recours, sauf le droit ouvert par l'article 10.

ART. 15.

Il est dressé une liste des inscrits des trois années précédentes qui ont été ajournés et dont le numéro avait été appelé pour la formation du contingent de l'année où ils auraient dû marcher.

CHAPITRE III.

Du tirage au sort.

ART. 16.

(Abrogé.)

ART. 17.

Un arrêté royal divise chaque arrondissement administratif en cantons de milice.

Une commune ne peut former plus d'un canton (1).

(1) Le troisième alinéa, ainsi conçu : « Le tirage se fait au lieu désigné par le Gouvernement » est supprimé.

ART. 14.

De burgemeester maakt eene alphabetische lijst op der ingeschrevenen van zijne gemeente, en zendt ze, zooals hij dezelve aangenomen heeft, ten laatste den 15^e Januari, over aan den arrondissementscommissaris, er bijvoegende het register der inschrijvingen, gesloten den 31^e December, de verklaring van bekendmaking en aanplakking, de bezwaren en de beslissingen, die hij genomen heeft in de gevallen, voorzien bij het voorgaande artikel, en het bewijs dat zij, aan wie het behoort, aangezegd zijn geworden.

Er wordt over de gevallen van inschrijving beslist door den arrondissementscommissaris, door den gouverneur of door den Minister van Binnenlandsche Zaken, volgens dat deze gevallen gemeenten betreffen van een zelfde arrondissement, gemeenten van onderscheidene arrondissementen, in dezelfde provincie, of gemeenten behorende tot verschillende provinciën.

De beslissingen zijn niet vatbaar voor hooger beroep, behoudens het recht geopend bij artikel 10.

ART. 15.

Er wordt eene lijst opgemaakt van de ingeschrevenen der drie voorgaande jaren, die uitgesteld werden en wier nummer geroepen was geworden voor de vorming van het contingent van het jaar waarin zij dienst hadden moeten nemen.

HOOFDSTUK III.

Van de loting.

ART. 16.

(Vervalt.)

ART. 17.

Een koninklijk besluit verdeelt elk bestuurlijk arrondissement in militiekantons.

Eene gemeente mag niet meer dan een kanton vormen.

(1) De 3^e alinea, luidende : « De loting geschiedt ter plaatse door de Regeering aangewezen » vervalt.

ART. 18.
(*Abrogé.*)

ART. 19.
(*Abrogé.*)

ART. 20.
(*Abrogé.*)

ART. 21.
(*Abrogé.*)

ART. 22.

Lorsqu'il est reconnu, dans le cours d'une année, qu'un milicien, après avoir requis son inscription en temps utile, ne figure pas sur la liste définitive, le *Ministre compétent examine s'il eût dû marcher; dans l'affirmative, il est immédiatement désigné pour le service et il libère le dernier appelé de sa classe. Le milicien ainsi appelé peut bénéficier des dispositions relatives au remplacement; il doit l'intégralité du temps de service des hommes de sa classe.*

CHAPITRE IV.

Des exemptions, des dispenses d'incorporation et des exclusions.

ART. 23.

Les exemptions et dispenses ne peuvent, sous aucun prétexte, être étendues par analogie.

Les exemptions du chef de parenté ne s'appliquent qu'à la parenté légitime; les frères consanguins et utérins sont assimilés aux frères germains.

Les infirmités et les maladies qui donnent droit à une exemption, soit définitive, soit temporaire, sont déterminées par un arrêté royal.

ART. 18.
(*Vervalt.*)

ART. 19.
(*Vervalt.*)

ART. 20.
(*Vervalt.*)

ART. 21.
(*Vervalt.*)

ART. 22.

Wanneer, in den loop van een jaar, erkend wordt, dat een milicien, na zijne inschrijving te behoorlijken tijde te hebben gevraagd of na ingeschreven te zijn geworden, zich niet op de definitieve lijst bevindt, onderzoekt de bevoegde Minister of hij dienst hadde moeten nemen; zoo ja, dan wordt hij onmiddellijk voor den dienst aangewezen en stelt den lautst opgeroepene zijner klas vrij. De aldus onder de wapens geroepen milicien kan de voordeelen genieten van de bepalingen aangaande plaatsvervangings; hij is gehouden tot den geheelen dienstdienst van de mannen zijner klas.

HOOFDSTUK IV.

Van de vrijstellingen, van de ontslagingen van inlijving en van de uitsluitingen.

ART. 23.

De vrijstellingen en ontslagingen mogen, onder geen hoegenaamd voorwendsel, bij gelijkennis uitgebreid worden.

De vrijstellingen uit hoofde van maagschap, zijn maar alleen toepasselijk op de wettige bloedverwantschap; de halve broeders zijn met de volle broeders gelijkgesteld.

De lijfsgebreken en de ziekten die recht geven tot eene, 't zij definitieve, 't zij tijdelijke vrijstelling, worden door een koninklijk besluit vastgesteld.

Les exemptions autres que celles qui résultent de maladies et d'infirmités et du défaut de taille ne sont accordées, par le conseil de milice, que sur la production de certificats dont il apprécie la valeur.

ART. 24.

Le service du volontaire et du réfractaire est assimilé, pour l'exemption des frères, à celui du milicien.

Le service du remplaçant ne profite pas à sa famille; il a, pour celle du remplacé, le même effet que si ce dernier servait lui-même.

ART. 25.

Ne peuvent procurer d'exemption à un frère ceux qui, pour toute autre cause que des blessures ou des maladies involontaires, auront été absents du corps plus de neuf mois dans le cours des deux premières années, à dater de l'appel sous les drapeaux.

ART. 26.

Sont exemptés définitivement :

1° Celui dont la taille ne dépasse pas 1^m,400 et celui dont les 25 ans seront accomplis au 31 décembre de l'année courante et qui n'a pas la taille de 1^m,550;

2° Celui qui est atteint d'infirmités incurables qui le rendent impropre au service militaire;

3° Celui dont le frère a accompli un terme de huit années de service, est décédé au service ou n'a cessé de faire partie de l'armée que par suite de faits indépendants de sa volonté ou de sa faute.

De andere vrijstellingen dan degene, die uit ziekten en lijfsgebreken en gebrek aan lichaamsgestalte ontstaan, worden door den militieraad maar alleen verleend op de voorlegging van getuigschriften, waarvan hij de waarde in overweging neemt.

ART. 24.

De dienst van den vrijwilliger en van den achterblijver is, voor de vrijstellingen der broeders, gelijkgesteld met dengene van den milicien.

De dienst van den plaatsvervanger telt voor zijne familie niet; hij heeft, voor degene van den vervangene, hetzelfde uitwissel alsof deze laatste zelf diende.

ART. 25.

Kunnen geene vrijstelling aan eenen broeder verschaffen degenen die, om alle andere reden dan onvrijwillige kwetsuren of ziekten, meer dan negen maanden afwezig zullen geweest zijn van het korps in den loop der twee eerste jaren, te rekenen van de oproeping onder de wapens.

ART. 26.

Zijn onwederroepelijk vrijgesteld :

1° Degene wiens lichaamsgestalte niet 1^m,400 overtreft en degene wiens 25 jaren zullen voleindigd zijn op den 31^e December van het loopende jaar en die de lichaamsgestalte van 1^m,550 niet heeft bereikt;

2° Degene die ongeneesbare lichaamsgebreken heeft, die hem ongeschikt tot den krijgsdienst maken;

3° Degene wiens broeder een termijn van acht jaren dienst volbracht heeft, in den dienst overleden is of niet opgehouden heeft deel van het leger uit te maken dan ten gevolge van feiten onafhankelijk van zijnen wil of van zijne schuld.

ART. 27.

Sont exemptés pour une année :

1° Celui dont la taille n'atteint pas 1^m,550;

2° Celui qui, atteint d'infirmités curables, n'est pas jugé capable de servir avant le 1^{er} octobre de l'année courante;

3° Celui qui est l'unique descendant légitime d'une personne encore vivante, à moins qu'il n'appartienne à une famille qui soit dans l'aisance;

4° Celui qui est l'indispensable soutien :
a) de ses père et mère ou de l'un d'eux;
b) si ces derniers sont décédés, de ses aïeuls ou de l'un d'eux; c) d'un ou de plusieurs frères ou sœurs orphelins;

5° Le père resté veuf avec un ou plusieurs enfants;

6° Celui dont le frère remplit un terme de huit années de service.

L'aîné des frères appelés ensemble à faire partie d'une levée, et dont les numéros sont atteints par la formation du contingent, exempte son frère comme s'il était au service, lorsqu'il est définitivement désigné et que la famille ne doit alors fournir qu'un fils à l'armée.

Lorsque la priorité d'âge entre des frères jumeaux ne résulte pas des actes de naissance, elle est déterminée par la priorité d'inscription aux registres de l'état civil.

ART. 28.

Les ministres des cultes sont dispensés du service en temps de paix.

Sont également dispensés, à moins qu'ils n'appartiennent à une famille qui soit dans l'aisance :

1° Ceux qui, après leurs études moyennes, se destinent au ministère ecclésiastique et sont élèves en théologie dans un établissement reconnu par la loi, s'il en existe pour

ART. 27.

Zijn vrijgesteld voor één jaar :

1° Degene wiens lichaamsgestalte niet 1^m,550 heeft bereikt;

2° Degene die, door geneesbare lichaamsgebreken aangedaan, niet bekwaam wordt geoordeeld te dienen vóór den 1^o October van het loopende jaar;

3° Degene die de eenige wettige afstameling is van eenen nog levenden persoon, tenzij hij tot eene familie behoort die welhebbend is;

4° Degene die de onmisbare steun is :
a) van zijnen vader en moeder of van één dezer; b) indien deze laatsten overleden zijn, van zijne grootouders of van een dezer; c) van een of van verscheidene broeders of zusters, zijde weezen;

5° De vader die wedúwnaar is gebleven met een of verscheidene kinderen;

6° Degene wiens broeder een termijn van acht jaren dienst vervult.

De oudste der broeders die gezamenlijk geroepen zijn om deel van eene lichting uit te maken en wier nummers bereikt zijn door de vorming van het contingent, stelt zijn broeder vrij alsof hij onder dienst was, wanneer hij voorgoed aangewezen is en de familie alsdan maar éenen zoon aan het leger moet leveren.

Wanneer de voorrang van ouderdom tussehen tweelingbroeders niet blijkt uit de geboorteakten, wordt hij vastgesteld door den voorrang van inschrijving op de registers van den burgerlijken stand.

ART. 28.

De ministers der erediensten zijn in vredestijd van den dienst ontslagen.

Zijn insgelijks ontslagen, tenzij ze tot eene welhebbende familie behooren :

1° Zij die, na hunne middelbare studiën, zich bestemmen tot het geestelijk ambt en leerlingen zijn in de godgeleerdheid in een door de wet erkend gesticht, indien er voor

leur culte. Sont assimilés aux élèves en théologie les étudiants en philosophie qui se vouent à l'état ecclésiastique, tant qu'ils n'ont pas accompli leur vingt et unième année;

2^o Ceux qui se préparent à l'enseignement primaire ou moyen du degré inférieur dans les écoles normales de l'État ou dans les établissements normaux soumis à l'inspection de l'État;

3^o Les élèves sortis de ces institutions munis d'un diplôme de capacité, lorsqu'ils sont attachés à un établissement soumis à la direction ou à l'inspection de l'État. A partir de la délivrance du diplôme, un délai de deux ans est accordé pour remplir cette condition.

Pendant les huit premières années de leur terme, les miliciens de ces trois dernières catégories doivent prouver annuellement, devant les conseils de milice, qu'ils continuent de réunir les conditions exigées pour jouir du bénéfice du présent article. Celui qui ne se trouve plus dans ces conditions est, dès lors, assujetti au service actif normal et traité, sous les autres rapports, comme les miliciens de sa classe.

Lorsque celui qui se trouve dans un des cas prévus par les deux premiers paragraphes du présent article peut également faire valoir une cause d'exemption fondée sur la composition de la famille ou sur une inaptitude physique dont la constatation n'exige pas la visite corporelle, l'exemption est prononcée, même d'office, afin que l'intéressé ne puisse jamais être compté en déduction du contingent.

En cas de mobilisation, les miliciens de ces diverses catégories sont appelés au service et employés à des offices utiles à l'armée (états-majors, établissements, hôpitaux, ambulances, etc.). Ils ne reçoivent pas d'équipement militaire.

Leur service ne procure à leur frère aucun droit à l'exemption.

hunner ecredienst bestaan. Zijn met de leerlingen in de godgeleerdheid gelijkgesteld, de studenten in de wijsbegeerte die zich tot den geestelijken staat bestemmen, zoolang zij hun één en twintigste jaar niet voleind hebben;

2^o Zij die zich voorbereiden tot het lager onderwijs of tot het middelbaar onderwijs van den lagere graad in 's Rijks normaalscholen of in de normale gestichten, onderworpen aan het opzicht van den Staat;

3^o De leerlingen, komende uit die gestichten, voorzien van een bekwaamheidsdiploma, wanneer zij gehecht zijn aan een gesticht onderworpen aan het bestuur of aan het opzicht van den Staat. Te rekenen van de aflevering van het diploma, wordt er een tijdsbestek van twee jaren verleend om deze voorwaarde te vervullen.

Gedurende de acht eerste jaren van hunner dienstdienst moeten de miliciens dezer drie laatste soorten jaarlijks voor de militieraden bewijzen, dat zij bij voortdurend de vereischte voorwaarden vereenigen om het voordeel van het tegenwoordig artikel te genieten. Hij die zich niet meer in deze voorwaarden bevindt is, van dan af, onderworpen aan den werkdadigen normalen dienst en wordt, voor het overige, behandeld als de miliciens zijner klas.

Wanneer hij, die zich bevindt in een der gevallen voorzien bij de twee eerste paragrafen van het tegenwoordig artikel, insgelijks eene reden van vrijstelling kan doen gelden, gegrond op de samenstelling der familie of op eene lichamelijke ongeschiktheid, waarvan de vaststelling geen lichamelijk onderzoek vordert, wordt de vrijstelling uitgesproken, zelfs van ambtswege, opdat de belanghebbende nooit kunne geteld worden in afrekening van het contingent.

In geval van marschvaardigmaking, worden de miliciens dezer onderscheidene soorten tot den dienst geroepen en gebruikt aan nuttige diensten in het leger (staf, gestichten, ziekenhuizen, veldhospitaal, enz.). Zij ontvangen geene krijgssuitrusting.

Hun dienst verschafft aan hunner broeder geen recht op vrijstelling.

ART. 29.

Dans les cas prévus par les n° 3, 4 et 5 de l'article 27, le milicien désigné pour le service acquiert, par le décès d'un membre de sa famille, même lorsqu'il est incorporé, un titre à l'exemption égal à celui qu'il aurait eu si le décès avait précédé sa désignation.

La réclamation, accompagnée de pièces à l'appui, est adressée au gouverneur qui la soumet directement à la cour d'appel.

En cas d'admission par cette cour, le milicien non encore remis à l'autorité militaire est rangé parmi les exemptés ordinaires de sa levée, qui doivent être reportés sur la liste des ajournés de l'article 13.

Lorsque la décision favorable concerne un milicien autre, il est dispensé définitivement s'il n'appartient plus à l'une des quatre levées les plus récentes.

Tant qu'il en fait encore partie, il est dispensé provisoirement et il doit justifier annuellement de son droit devant le conseil de milice. En cas de retrait de cette dispense, le désigné reprend son service sans qu'il y ait lieu de défalquer le temps pendant lequel il a été dispensé.

ART. 30.

Une exemption du chef de pourvoyance ne peut être accordée en faveur d'une famille qui jouit actuellement d'une autre exemption du même chef.

La même prohibition s'applique à la famille qui a joui définitivement d'une exemption de cette catégorie, à moins que l'exempté ne soit décédé ou que des malheurs exceptionnels n'aient gravement empiré la condition de cette famille.

ART. 31.

Les exemptions du chef de service de

ART. 29.

In de gevallen voorzien bij de n° 3, 4 en 5 des artikels 27, verkrijgt de tot den dienst aangewezen milicien, door het overlijden van een lid zijner familie, zelfs wanneer hij ingelijfd is, een titel tot de vrijstelling, gelijk aan dengene dien hij zou gehad hebben indien het overlijden zijne aanwijzing had voorafgegaan.

De reclamatie, vergezeld van de bewijsstukken, wordt aan den gouverneur gezonden, die dezelve rechtstreeks aan het hof van beroep onderwerpt.

In geval van aanvaarding door dit hof, wordt de milicien, die nog niet aan de krijgsoverheid ter hand gesteld is, gerangschikt tusschen de gewone vrijgestelden zijner lichting, die moeten gebracht worden op de lijst van de uitgestelden des artikels 13.

Wanneer de gunstige beslissing eenen anderen milicien betreft, wordt hij voorgoed ontslagen indien hij niet meer behoort tot eene der vier jongste lichtingen.

Zoolang hij er nog deel van uitmaakt, is hij voorloopig ontslagen en moet hij jaarlijks zijn recht bewijzen voor den militieraad. In geval van intrekking dezer ontslaging, herneemt de aangewezene zijnen dienst, zonder dat er aanleiding besta om den tijd af te rekenen gedurende welken hij ontslagen is geweest.

ART. 30.

Eene vrijstelling uit hoofde van proviandbezorging kan niet verleend worden ten voordeele van eene familie, die op het oogenblik eene andere vrijstelling uit denzelfden hoofde geniet.

Dezelfde ontzegging wordt toegepast op de familie die voorgoed eene soortgelijke vrijstelling genoten heeft, tenware de vrijgestelde overleden zij of uitzonderlijke ongelukken den toestand dezer familie erg bezwaard hebben.

ART. 31.

De vrijstellingen uit hoofde van den dienst

frère sont déterminées d'après les règles suivantes :

Le service procure les exemptions nécessaires pour que le nombre des services demandés d'une famille ne dépasse pas la moitié du nombre total des fils. Ainsi, dans les familles où les fils sont en nombre pair, il ne peut être appelé au service que la moitié; lorsque le nombre des fils est impair, la moitié plus un a droit à l'exemption.

Les désignations alternent avec les exemptions, à moins que, par suite d'exemptions, de dispenses ou de numéros non compris dans le contingent, la famille n'ait point fourni à l'État le nombre d'hommes qui lui est dû.

Le renouvellement annuel de l'exemption n'est subordonné qu'à la continuation du service qui y a donné lieu.

ART. 32.

(Abrogé.)

ART. 33.

La composition de la famille est déterminée en tenant compte de ce qui suit :

1^o Sont assimilés aux membres de la famille décédés ceux qui, par suite de paralysie grave, de cécité, de démence complète ou d'autres infirmités déterminées par arrêté royal, ou par suite d'une disparition prolongée, doivent être considérés comme perdus pour la famille;

2^o Sont comptés comme s'ils étaient encore en vie, les frères décédés, soit pendant la durée, soit après l'expiration d'un service personnel régulier, ou dont le service est ou a été régulièrement rempli par un remplaçant;

3^o Sont considérés comme s'ils étaient miliciens, les enfants entrés au service avant l'âge de lamilice.

eens broeders, worden vastgesteld naar de volgende regels :

De dienst verschafft de noodige vrijstellingen opdat het getal der diensten, van eene familie gevraagd, de helft van het gezamenlijk getal der zonen niet overtrefte. Aldus, in de familiën waar de zonen in even getal zijn, mogen er maar de helft tot den dienst geroepen worden; wanneer het getal der zonen oneven is, heeft de helft en een daarboven recht tot de vrijstelling.

De aanwijzingen wisselen met de vrijstellingen af, tenware dat, ten gevolge van vrijstellingen, van ontslagingen of van nummers die niet in het contingent begrepen zijn, de familie aan den Staat het getal mannen niet hebbe geleverd dat hem verschuldigd is.

De jaarlijksche vernieuwing der vrijstelling is alleen ondergeschikt aan de voortzetting van den dienst, die er toe aanleiding heeft gegeven.

ART. 32.

(Vervalt).

ART. 33.

De samenstelling van de familie stelt men vast, rekening houdende met het volgende :

1^o Worden met de overledene leden der familie gelijkgesteld degenen die, ten gevolge van eene zware verlamming, van blindheid, van volkomene krankzinnigheid of van andere lichaamsgebreken bij koninklijk besluit bepaald, of ten gevolge van eene langdurige verdwijning, moeten beschouwd worden als verloren zijnde voor de familie;

2^o Worden gerekend alsof zij nog in leven waren, de broeders overleden, 't zij tijdens den duur, 't zij na het eindigen van eenen regelmatigen persoonlijken dienst, of wier dienst regelmatig door eenen plaatsvervanger vervuld wordt of vervuld is geworden;

3^o Worden beschouwd alsof zij miliciens waren, de kinderen die vóór de militie-jaren in den dienst zijn getreden.

ART. 34.

Sont exclus du service :

1° Les individus qui ont subi devant un tribunal militaire une condamnation, passée à l'état de chose jugée, qui prononce ou entraîne la déchéance militaire, et ceux qui ont été renvoyés pour inconduite;

2° Les individus condamnés par un ou plusieurs jugemens ou arrêts, soit à une peine criminelle, soit à une ou à des peines atteignant ensemble au moins un an d'emprisonnement, si c'est du chef de vol, abus de confiance, escroquerie ou attentat aux mœurs, ou deux ans du chef de tous autres délits.

Si l'individu a été maintenu par erreur sur la liste de milice ou s'il n'a encouru l'exclusion qu'après la formation de cette liste, il est déclaré inhabile au service par le conseil de milice.

L'exclusion est au besoin déclarée d'office par la cour d'appel, nonobstant toute décision rendue même par cette cour dans l'ignorance de l'indignité, lorsque la preuve de cette dernière est fournie dans les trente jours de la remise du contingent à l'autorité militaire.

CHAPITRE V.

Des conseils de milice.

ART. 35.

Il y a, par arrondissement administratif, un conseil de milice. Deux arrondissements réunis sous un même commissariat sont considérés comme n'en faisant qu'un seul.

Le conseil est nommé par le Roi pour chaque levée. Il est composé d'un conseiller provincial, d'un membre de l'un des collèges échevinaux du ressort et d'un officier de l'armée. Le conseiller provincial remplit les fonctions de président.

Il est nommé à chaque membre un ou

ART. 34.

Zijn van den dienst uitgesloten :

1° De personen die voor een krijgsgerecht eene veroordeeling hebben ondergaan, in kracht van gewijsde gegaan, die het krijgsverval uitspreekt of na zich sleept, en degenen die voor slecht gedrag weggezonden zijn geworden;

2° De personen, bij een of meerdere vonnissen of arresten veroordeeld, hetzij tot eene lijfstraf, hetzij tot eene of meer straffen, te zamen minstens een jaar gevangenisstraf bedragende, indien het wegens diefstal, misbruik van vertrouwen, astruggelarij of aanslag op de zeden is, of twee jaar wegens alle andere wanbedrijven.

Indien de persoon bij mislag op de militielijst is behouden of indien hij de uitsluiting maar na het opmaken dezer lijst beloopt heeft, wordt hij door den militieraad onbekwaam tot den dienst verklaard.

De uitsluiting wordt, desnoods, van ambtswege door het hof van beroep verklaard, niettegenstaande alle beslissing zelfs door dit hof genomen, in de onbewustheid van de onwaardigheid wanneer het bewijs dezer laatste geleverd wordt binnen de dertig dagen na de overlevering van het contingent aan de krijgsoverheid.

HOOFDSTUK V.

Van de militieraden.

ART. 35.

Er is een militieraad voor elk bestuurlijk arrondissement. Twee arrondissementen onder een zelfde commissariaat vereenigd, worden beschouwd als er maar één uitmakende.

De raad wordt voor elke lichte door den Koning benoemd. Hij is samengesteld uit een lid van den provincieraad, uit een lid van een der schepencolleges van het gebied en uit eenen officier van het leger. Het lid van den provincieraad vervult het ambt van voorzitter.

Er wordt voor elk lid een of twee toege-

deux suppléants exerçant les mêmes fonctions que les titulaires.

Le commissaire d'arrondissement siège au conseil à titre de rapporteur, avec voix consultative.

Le secrétaire du conseil est nommé par le commissaire d'arrondissement.

Pour l'examen des infirmités, le conseil est assisté, à titre consultatif, de deux médecins ou chirurgiens désignés la veille ou le jour de chaque séance par le président, et remplacés chaque jour, si c'est possible.

Avant de commencer leurs opérations, les hommes de l'art prêtent devant le conseil le serment suivant :

« Je jure de déclarer, sans haine ni faveur, si les hommes que je suis chargé d'examiner sont atteints de maladies ou d'infirmités qui les rendent impropres au service. »

La prestation de ce serment est mentionnée dans un registre destiné à constater les avis des hommes de l'art et signé par eux.

Immédiatement après, le président leur impose le devoir de se récuser dans l'examen de tout homme qui les aurait récemment consultés sous le rapport de la milice.

ART. 36.

Lorsqu'un membre du conseil est le parent ou l'allié, jusqu'au quatrième degré inclusivement, de l'une des parties nominativement en cause, il doit se récuser.

ART. 37.

Le conseil de milice siège dans la commune chef-lieu de l'arrondissement. Néanmoins, le Roi peut décider que le même conseil siègera alternativement dans plusieurs communes.

Le local, le chauffage, l'éclairage, le mobilier, le matériel de bureau et le salaire d'un huissier messenger sont à la charge de la commune.

voegde leden benoemd, welke dezelfde bedieningen als de titularissen vervullen.

De arrondissementscommissaris zetelt in den raad ten titel van verslaggever, met raadplegende stem.

De secretaris van den raad wordt door den arrondissementscommissaris benoemd.

Voor het onderzoek der lichaamsgebreken, wordt de raad bijgestaan, ten raadplegenden titel, door twee geneesheeren of heelmeeesters daags vóór elke zitting of op den dag van elke zitting door den voorzitter aangewezen en, zoo het mogelijk is, elken dag vervangen.

Vooraleer de werkzaamheden te beginnen, leggen de mannen der kunst voor den raad den volgenden eed af :

« Ik zweer, zonder haat noch gunst te zullen zeggen, of de mannen, die ik gelast ben te onderzoeken, behebt zijn met ziekten of lichaamsgebreken, die ze ongeschikt tot den dienst maken. »

De eedaflegging wordt vermeld in een register bestemd om de adviezen van de mannen der kunst vast te stellen, en wordt door hen onderteekend.

Onmiddellijk daarna, legt de voorzitter hun den plicht op, zich te wraken in het onderzoek van elken man die hen onlangs, in het opzicht der milicie, zou geraadpleegd hebben.

ART. 36.

Wanneer een lid van den raad bloedverwant of maagschap is, tot en met den vierden graad, van eene der bij name betrokken partijen, moet hij zich wraken.

ART. 37.

De militieraad zetelt in de gemeente, hoofdplaats van het arrondissement. Nochtans, kan de Koning beslissen dat dezelfde raad beurtelings in verscheidene gemeenten zal zetelen.

Het lokaal, de verwarming, de verlichting, de meubelen, het kantoomaterieel en het loon van den bode-deurwaarder vallen ten laste der gemeente.

Art. 38.

Sont appelés devant le conseil de milice :
1° Les inscrits de l'année et les ajournés portés en tête de la liste (1);

2° Ceux qui ont obtenu une dispense provisoire de service.

Art. 39.

Le collège des bourgmestre et échevins de chaque commune convoque les intéressés à domicile six jours au moins avant celui de la comparution devant le conseil. La convocation est, en outre, publiée selon les formes usitées et à l'heure ordinaire des publications; les avertissements écrits indiquent le jour, l'heure, la commune et le local où siège le conseil; il en est demandé récépissé dans un registre spécial, et, au besoin, le porteur de la convocation en atteste la remise par sa signature.

Les inscrits et les ajournés sont présentés au conseil par un membre de l'administration communale, accompagné du secrétaire, porteur de la liste alphabétique et des récépissés. Les frais de route et de séjour de ces fonctionnaires sont à la charge de la commune.

Art. 40.

Le conseil décide si les hommes sont admissibles et propres au service; il statue sur les réclamations contre l'inscription; il accorde les exemptions et les dispenses.

Il ne décide qu'en premier ressort.

Art. 41.

Ceux qui ne comparaissent pas devant le conseil ou dont les certificats et pièces exigés par la loi n'ont pas été produits, peuvent

(1) Les mots : « de tirage » sont supprimés.

Art. 38.

Worden voor den militieraad geroepen :
1° De ingeschrevenen van het jaar en de uitgestelden, aan het hoofd der lijst geplaatst (1);

2° Degenen die eene voorloopige ontslag van dienst verkregen hebben.

Art. 39.

Het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente doet ten huize der belanghebbenden eene bijeenroeping bestellen, ten minste zes dagen voor dengene der verschijning voor den raad. De bijeenroeping wordt, daarenhoven, bekendgemaakt volgens de gebruikelijke vormen en op het gewone uur der afkondigingen; de geschrevene waarschuwingen duiden den dag, het uur, de gemeente en het lokaal aan, waar de raad zetelt; er wordt ontvangstbewijs van gevraagd in een bijzonder register, en de drager der bijeenroeping bevestigt desnoods de bestelling ervan door zijn handteeken.

De ingeschrevenen en de uitgestelden worden aan den raad voorgesteld door een lid van het gemeentebestuur, vergezeld van den secretaris, drager van de alphabetische lijst en der ontvangstbewijzen. De reis- en verblijfkosten dezer ambtenaren vallen ten laste der gemeente.

Art. 40.

De raad beslist of de mannen aanvaardbaar en voor den dienst geschikt zijn; hij neemt een besluit aangaande de reclamatiën tegen de inschrijving; hij verleent de vrijstellingen en de ontslagingen.

Hij beslist maar in eersten aanleg.

Art. 41.

Degenen die niet voor den raad verschijnen of wier door de wet vereischte bewijschriften en stukken niet voorgelegd zijn

(1) Het woord : « loting » vervalt.

être désignés pour le service si une cause d'empêchement invoquée par eux, ou en leur nom, n'est reconnue légitime. Dans ce cas, le conseil ajourne sa décision à une séance ultérieure.

ART. 42.

En cas de réclamation pour cause physique, si l'inscrit est hors d'état de se présenter au conseil, il est visité, sans subir de déplacement, par deux hommes de l'art, choisis conformément à l'article 53.

Ils motivent leur rapport et affirment, sous serment, qu'il a été fait, sans haine ni faveur, soit devant le juge de paix du canton, soit devant le bourgmestre de la commune, soit devant le conseil lui-même, dans les vingt-quatre heures de la visite. Le fonctionnaire qui reçoit l'affirmation en dresse, sans frais, l'acte en bas du rapport, lequel est immédiatement transmis au conseil.

Ces rapports ne peuvent donner lieu la première année qu'à une exemption temporaire.

ART. 43.

Les opérations du conseil se font en trois sessions. Les gouverneurs en fixent les époques de telle manière que la remise du contingent ait lieu au plus tard le 1^{er} juillet.

Le conseil peut exceptionnellement avoir une session supplémentaire, dont il fixe les jours, pour terminer les affaires sur lesquelles il lui aurait été impossible de prendre une décision au fond.

ART. 44.

Les décisions du conseil sont proclamées en séance publique, consignées sur un registre et parafées par le président.

geworden, kunnen tot den dienst worden aangeduid, indien eene reden van belet door hen of in hunnen naam ingeroepen, niet voor wettig wordt erkend. In dit geval verdaagt de raad zijne beslissing tot eene latere zitting.

ART. 42.

In geval van reclamatie voor lichamelijke redenen, wordt de ingeschrevene, indien hij buiten staat is zich voor den raad te vertoonen, onderzocht, zonder verplaatsing te ondergaan, door twee mannen der kunst, gekozen overeenkomstig het artikel 53.

Zij motiveeren hun verslag en bevestigen onder eed, dat het zonder haat noch gunst gemaakt is, 't zij voor den vrederechter des kantons, 't zij voor den burgemeester der gemeente, 't zij voor den raad zelven, binnen de vier en twintig uren van het onderzoek. De ambtenaar, die de bevestiging ontvangt, maakt kosteloos de akte daarvan op, onder het verslag, welk onmiddellijk aan den raad overgemaakt wordt.

Deze verslagen kunnen, het eerste jaar, slechts aanleiding geven tot eene tijdelijke vrijstelling.

ART. 43.

De werkzaamheden van den raad geschieden in drie zittingen. De gouverneurs stellen de tijdstippen ervan op zoodanige wijze vast, dat de overhandiging van het contingent ten laatste den 1^{en} Juli plaats hebbe.

De raad mag, bij uitzondering, een bijgevoegden zittijd hebben waarvan hij de dagen vaststelt, om de zaken te voltrekken, waarover het hem onmogelijk geweest zou zijn onmiddellijk eene grondbeslissing te nemen.

ART. 44.

De beslissingen van den raad worden in openbare zitting uitgesproken, op een register aangeteckend en door den voorzitter geparafeerd.

ART. 45.

Les décisions des conseils de milice portent uniquement sur les aptitudes physiques et les motifs d'exemption; elles constituent l'une des bases de la formation du contingent par l'administration centrale.

ART. 46.

Après chaque session, le commissaire d'arrondissement envoie sans retard aux administrations communales un état des hommes du canton que le conseil a exemptés ou exclus (1).

Cet état contient un numéro d'ordre général (2), les noms et prénoms des inscrits sur le sort desquels il a été statué, la commune de la résidence et la cause de leur ajournement ou de leur libération définitive du service.

Cet état est publié et affiché dans chaque commune du canton les deux dimanches qui suivent sa réception.

Les actes de publication sont inscrits dans un registre à ce destiné.

ART. 47.

Lorsque le conseil de milice n'est pas assemblé, ses attributions sont exercées par une commission siégeant au chef-lieu de la province, composée du gouverneur ou de son suppléant, président, d'un membre de la députation permanente nommé par le Roi, et d'un officier désigné par le commandant provincial.

Il est procédé à l'examen des infirmités, conformément à l'article 35.

(1) Les mots : « et qui doivent être supprimés dans le contingent par d'autres miliciens » sont supprimés.

(2) Les mots : « le numéro du tirage » sont supprimés.

ART. 45.

De beslissingen der militieraden betreffen enkel de lichamelijke geschiktheid en de redenen tot vrijstelling; zij zijn een der grondslagen voor de samenstelling van het contingent door het hoofdbestuur.

ART. 46.

Na elken zittijd, zendt de arrondissementscommissaris zonder verwijl naar de gemeentebesturen eenen staat der manschappen van het kanton, welke de raad vrijgesteld of uitgesloten heeft (1).

Deze staat behelst een algemeen ordernummer (2), de namen en voornamen der ingeschrevenen, over het lot van welke beslist is geworden, de gemeente van hun verblijf en de reden hunner uitstelling of hunner definitieve vrijstelling van den dienst.

Deze staat wordt afgekondigd en aangeplakt in elke gemeente van het kanton, op de twee zondagen die op zijne ontvangst volgen.

De afkondigingsakten worden in een daartoe bestemd register ingeschreven.

ART. 47.

Wanneer de militieraad niet vergaderd is, wordt zijne ambtsbevoegdheid uitgeoefend door eene commissie, zetelende in de hoofdplaats der provincie en samengesteld uit den gouverneur of zijnen plaatsbekleeder, voorzitter, uit een lid der bestendige deputatie, benoemd door den Koning, en uit eenen officier, door den bevelhebber der provincie aangeduid.

Er wordt overgegaan tot het onderzoek der lichaamsgebreken, overeenkomstig het artikel 35.

(1) De woorden : « en die in het contingent door andere miliciens moeten aangevuld worden » vervallen.

(2) De woorden : « het nummer der loting » vervallen.

CHAPITRE VI.

De l'appel devant la cour d'appel
et le conseil de revision.

ART. 48.

Toutes les décisions des conseils de milice sont susceptibles d'appel de la part du commissaire d'arrondissement et de la part des intéressés.

Il en est de même des décisions prises par l'administration centrale quant à a désignation pour le service militaire.

L'autorité militaire peut aussi interjeter appel, dans le cas où il s'agit d'aptitude physique au service.

ART. 48^{bis}.

Il y a un conseil de revision par province. Il est composé de sept membres, savoir : trois membres militaires, nommés par le Roi, trois membres de la députation permanente, également nommés par le Roi, et le gouverneur, président.

Le Roi peut aussi nommer des membres suppléants exerçant les mêmes fonctions que les titulaires; toutefois, les membres de la députation permanente peuvent être suppléés par des conseillers provinciaux.

ART. 49.

Un seul et même acte d'appel ne peut être dirigé contre plus de dix inserits. L'appel est formé par écrit. Il doit indiquer d'une manière suffisante celui qui l'interjette et, s'il y a lieu, celui contre lequel il est dirigé, ainsi que la décision attaquée.

La signature de l'appelant intéressé, ou la marque qui en tient lieu, doit être légalisée par un membre du collège échevinal de sa commune, qui ne peut se refuser à l'accomplissement de cette formalité. En cas d'infraction, l'intéressé peut, en la dénonçant,

HOOFDSTUK VI.

Van het beroep voor het hof van beroep
en den revisieraad.

ART. 48.

Al de beslissingen der militieraden zijn vatbaar voor beroep vanwege den arrondissementsecommissaris en vanwege de belanghebbenden

Hetzelfde geldt voor de beslissingen genomen door het hoofdbestuur wat betreft de aanwijzing voor den krijgscienst.

De krijgsoverheid mag insgelijks in beroep gaan, wanneer het de lichamelijke bekwaamheid tot den dienst betreft.

ART. 48^{bis}.

Er bestaat een revisieraad per provincie. Hij is samengesteld uit zeven leden, te weten : drie krijgslieden benoemd door den Koning, drie leden van de bestendige deputatie, insgelijks door den Koning benoemd, en den gouverneur, voorzitter.

De Koning mag ook plaatsvervangende leden benoemen, die dezelve bedieningen als de titularissen uitoefenen; nochtans mogen de leden der bestendige deputatie door provinciale raadsleden worden vervangen.

ART. 49.

Een enkele en zelfde akte van beroep mag niet tegen meer dan tien ingeschrevenen gericht worden. Het beroep wordt schriftelijk gevormd. Het moet op eene voldoende wijze aanduiden dengene die het beroep aantee kent en, indien daartoe aanleiding bestaat, dengene tegen wien het gericht is, alsook de beslissing waartegen wordt opgekomen.

Het handteeken van den in beroep gaanden belanghebbende, of het merk dat hetzelfde vervaangt, moet gelegaliseerd wezen door een lid van het schepencollege zijner gemeente, welk niet weigeren mag deze formaliteit te vervullen. In geval van overtre-

former son appel en personne au greffe de la province, au plus tard dans les trois jours qui suivent les délais ci-après fixés.

L'appel doit être adressé au gouverneur et remis au gouvernement provincial :

1° Dans les huit jours à partir de la notification de la désignation pour le service, s'il est interjeté par le commissaire d'arrondissement ou par l'autorité militaire ;

2° Dans le même délai, s'il est interjeté par le milicien ou par ses parents ou tuteur, contre une décision qui l'a désigné pour le service ;

3° Dans les quinze jours à partir de la première publication prescrite à l'article 46, s'il est interjeté par tout autre intéressé.

Les prescriptions ci-dessus énoncées seront suivies à peine de nullité.

ART. 49^{bis}.

Le gouverneur informe les intéressés, par voie administrative, de l'appel interjeté contre leur exemption ou leur dispense.

Il fait publier, s'il y a lieu, conformément aux prescriptions de l'article 46, les appels tendant à obtenir des exemptions ou à faire prononcer l'exclusion.

L'appel est soumis par le gouverneur au conseil de revision, s'il s'agit d'apprécier des questions d'aptitude au service et à la cour d'appel, dans tous les autres cas.

ART. 49^{ter}.

Les causes sont, d'après l'ordre d'entrée, attribuées successivement à chacune des chambres de la cour ; toutefois, les affaires qui ont un caractère de connexité, ou qui ont des pièces ou des procédures communes, ou qui soulèvent une question identique,

ding, kan de belanghebbende, wanner hij deze aanklaagt, zijn beroep in persoon ter griffie der provincie vormen, ten laatste binnen de drie dagen volgende op de hierna bepaalde termijnen.

Het beroep moet gericht worden tot den gouverneur en besteld worden in het provinciaal gouvernement :

1° Binnen de acht dagen, te rekenen van de betekening der aanwijzing voor den dienst, indien het aangeteekend wordt door den arrondissementsecommissaris of door de krijgsoverheid ;

2° Binnen denzelfden termijn, indien het aangeteekend wordt door den milicien of door zijne ouders of zijnen voogd, tegen eene beslissing die hem voor den dienst aangewezen heeft ;

Binnen de vijftien dagen te rekenen van de eerste afkondiging, bij het artikel 46 voorgeschreven, indien het door allen anderen belanghebbende aangeteekend wordt.

De voorgaande voorschriften zullen gevolgd worden, op straffe van nietigheid.

ART. 49^{bis}.

De gouverneur verwittigt de belanghebbenden, langs den bestuurlijken weg, van het beroep dat tegen hunne vrijstelling of hunne ontslaging opgeworpen is.

Hij doet, indien daartoe grond is, overeenkomstig de voorschriften van het artikel 46, de beroepen bekendmaken, die strekken om vrijstellingen te verkrijgen of om de uitsluiting te doen uitspreken.

Het beroep wordt door den gouverneur onderworpen aan den revisieraad, indien er gehandeld wordt over vraagstukken van geschiktheid tot den dienst, en aan het hof van beroep, in alle andere gevallen.

ART. 49^{ter}.

De zaken worden, naar de orde van inkomst, achtereenvolgens toegewezen aan elke der kamers van het hof ; evenwel kunnen de zaken, die een karakter van samenhang aanbieden, of die gemeenschappelijke stukken of procedures hebben, of die

peuvent être renvoyées à la chambre saisie la première, pour y être débattues en même temps.

Le président de la chambre qui doit connaître de l'affaire désigne un conseiller pour en faire le rapport en audience publique et ordonne que la cause soit portée au rôle, pour être plaidée à l'une des premières audiences.

Le rôle des affaires à plaider est affiché au greffe de la cour; toute affaire fixée par le président y est immédiatement inscrite.

Art. 49⁴.

Si à l'appel de la cause, l'une des parties fait défaut, il est statué sur les conclusions de l'autre partie. Si toutes les parties font défaut, il est statué sur la réquisition du ministère public. L'arrêt est, dans tous les cas, réputé contradictoire.

La partie qui a produit à la cour un mémoire ou une défense écrite n'est pas réputée faire défaut.

Art. 49⁵.

La cour peut réclamer un supplément d'instruction administrative.

Elle peut ordonner une enquête.

Elle peut déléguer un juge de paix pour tenir l'enquête.

Les arrêts interlocutoires ne sont ni levés ni signifiés.

Art. 49⁶.

Si l'enquête a lieu devant la cour, le greffier informe les parties, au moins huit jours d'avance, du jour fixé et des faits à prouver.

Si l'enquête a lieu devant le juge de paix, le greffier lui envoie le dispositif de l'arrêt;

een zelfde vraagstuk opwerpen, verzonden worden naar de kamer waaraan de kennisneming het eerst opgedragen is, om er terzelfder tijd bepleit te worden.

De voorzitter der kamer die kennis van de zaak moet nemen duidt eenen raadsheer aan, om er verslag over te doen in openbare zitting, en beveelt dat de zaak op de rol worde gebracht, om gepleit te worden in eene der eerste rechtszittingen.

De rol der te pleiten zaken wordt aangeplakt ter grillie van het hof; iedere zaak, door den voorzitter vastgesteld, wordt onmiddellijk er opgeschreven.

Art. 49⁴.

Indien, bij de oproeping der zaak, eene der partijen achterblijft, wordt er uitspraak gedaan op de conclusiën der andere partij. Indien al de partijen achterblijven, wordt er uitspraak gedaan over den eisch van het openbaar ministerie. Het arrest wordt, in alle gevallen, beschouwd als zijnde alle partijen gehoord.

De partij die aan het hof eene memoire of eene geschreven verdediging heeft ingeleverd, wordt niet als achterblijvend beschouwd.

Art. 49⁵.

Het hof kan een toegevoegd bestuurlijk onderzoek eischen.

Het kan een gerechtelijk onderzoek bevelen.

Het kan eenen vrederechter aanstellen om het gerechtelijk onderzoek te doen.

De voorloopige arresten worden noch gelicht noch beteekend.

Art. 49⁶.

Indien het gerechtelijk onderzoek vóór het hof plaats heeft, verwittigt de griffier de partijen, ten minste acht dagen op voorhand, van den vastgestellten dag en van de te bewijzen feiten.

Indien het gerechtelijk onderzoek vóór den vrederechter plaats heeft, zendt de

le juge de paix en informe les parties et fixe, au moins huit jours d'avance, le jour pour recevoir les dépositions. La minute du procès-verbal est transmise à la cour.

Les informations aux parties sont données par lettres recommandées.

Les parties peuvent assister aux enquêtes en personne ou par fondé de pouvoir.

ART. 497.

Les témoins peuvent comparaitre volontairement sans perdre droit à la taxe. Ils sont tenus de comparaitre sur simple citation. Ils prêtent serment comme en matière correctionnelle.

En cas de défaut de comparaitre et de faux témoignage, ils sont poursuivis et punis comme en matière correctionnelle.

Toutefois, les peines comminées contre les témoins défaillants sont appliquées, sans réquisition du ministère public, par la cour ou le magistrat qui procède à l'enquête.

ART. 498.

Dans les enquêtes, aucun témoin ne pourra être reproché pour l'une des causes énumérées par l'article 285 du Code de procédure civile.

ART. 499.

Les débats devant la cour sont publics.

ART. 4910.

Les parties procèdent sans qu'il soit besoin du ministère d'un avoué.

La cour juge toutes affaires cessantes et prononce, après avoir entendu les parties, leurs avocats ou mandataires.

Lorsque les besoins du service l'exigent,

griffier hem het beschikkend gedeelte der uitspraak; de vrederechter verwittigt de partijen en stelt, ten minste acht dagen op voorhand, den dag vast om de getuigenissen te ontvangen. De minute van het proces-verbaal wordt aan het hof overgemaakt.

De verwittigingen aan de partijen worden bij aanbevolene brieven gedaan.

De partijen mogen de gerechtelijke onderzoeken in persoon of door een gemachtigde bijwonen.

ART. 497.

De getuigen mogen vrijwillig verschijnen zonder het recht op de taxe te verliezen. Zij zijn verplicht te verschijnen op eene enkele daging. Zij leggen den eed af zooals in boetstraffelijke zaken.

In geval van achterblijving en van valsche getuigenis, worden zij vervolgd en gestraft zooals in boetstraffelijke zaken.

Echter worden de straffen, bepaald tegen de achterblijvende getuigen, zonder vordering van het openbaar ministerie toegepast door het hof of door den magistraat die tot het gerechtelijk onderzoek overgaat.

ART. 498.

In de gerechtelijke onderzoeken, zal geen getuige kunnen gewraakt worden voor eene der redenen, opgenoemd door het artikel 285 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging.

ART. 499.

De debatten vóór het hof zijn openbaar.

ART. 4910.

De partijen procederen zonder dat de tussenkomst van eenen pleitbezorger noodig zij.

Het hof oordeelt, alle andere zaken ter zijde gelaten, en doet uitspraak na de partijen, hunne advocaten of gelastigden gehoord te hebben.

Wanneer de behoeften van den dienst

les présidents des diverses chambres des cours d'appel fixent des audiences spéciales en nombre suffisant pour que les causes portées en appel en vertu de la présente loi soient expédiées avec célérité et sans préjudice des affaires courantes.

ART. 49¹¹.

Les affaires sont portées, aussitôt après leur introduction, par le président de la chambre qui doit en connaître, au rôle de l'une des premières audiences, après quinzaine de dépôt de la requête. Le rapporteur est, en même temps, désigné.

ART. 49¹².

Le pourvoi est jugé tant en l'absence qu'en la présence des parties; tous arrêts sont réputés contradictoires.

Les parties peuvent présenter leurs moyens en personne ou par un avocat.

ART. 49¹³.

Les huissiers peuvent transmettre par lettre recommandée à la poste les exploits à notifier en matière de milice. La remise de la lettre à la poste vaut notification à la partie signifiée.

ART. 49¹⁴.

Les salaires des huissiers et la taxe des témoins sont réglés comme en matière répressive.

Il n'est perçu d'autre droit de greffe que le droit fixe de 1 franc par expédition délivrée.

ART. 50.

La cour d'appel et le conseil de revision statuent au fond dans les trente jours de la

het vereischen, stellen de voorzitters van de onderscheidene kamers der hoven van beroep bijzondere gerechtszittingen vast in voldoende getal opdat de zaken, die krachtens de tegenwoordige wet in beroep komen, met spoed afgedaan worden en zonder nadeel voor de loopende zaken.

ART. 49¹¹.

Aanstonds na hunne inleiding, worden de zaken, door den voorzitter der kamer die daar van kennis moet nemen, op de rol gebracht van eene der eerste rechtszittingen, na de vijftien dagen volgende op de nederlegging van het verzoekschrift. De verslaggever wordt terzelfder tijd aangewezen.

ART. 49¹².

De voorziening wordt geoordeeld zoowel in afwezigheid als in aanwezigheid der partijen; al de arresten worden geacht als zijnde genomen, alle partijen gehoord.

De partijen kunnen hunne middelen in persoon of bij tussenkomst van eenen advocaat voordragen.

ART. 49¹³.

De deurwaarders mogen de in militiezaken aan te zeggen exploitien, met aanbevolen brief langs de post overmaken. De bestelling van den brief op de post geldt als aanzegging aan de beteekende partij.

ART. 49¹⁴.

De loongelden der deurwaarders en de taxeeringen der getuigen worden geregeld zooals in strafzaken.

Er wordt geen ander griffie-recht geheven dan het vast recht van 1 frank per afgeleverd afschrift.

ART. 50.

Het hof van beroep en de revisieraad beslissen in den grond binnen de dertig

remise de l'acte d'appel, s'il n'y a lieu à décision préparatoire.

La cour d'appel et le conseil de revision apprécient les faits tels qu'ils existent au moment de leur examen, lors même qu'ils n'ont pas été et qu'ils n'auraient pu être soit déférés au conseil de milice, soit indiqués dans l'acte d'appel.

En cas de plusieurs appels dirigés contre une décision, il peut être statué par un seul arrêt.

ART. 51.

L'article 56 est applicable aux membres de la cour d'appel et du conseil de revision.

ART. 52.

Le conseil de revision est assisté, à titre consultatif :

1° D'un médecin ou d'un chirurgien, appartenant à la pratique civile, désigné la veille ou le jour de la séance par le président et remplacé chaque fois, si c'est possible;

2° D'un médecin militaire, nommé de la même manière par le commandant provincial.

Il est procédé d'ailleurs comme il est dit aux §§ 7, 8, 9 et 10 de l'article 55.

S'il est douteux que les infirmités invoquées par les miliciens existent réellement ou s'il y a présomption grave que des moyens ont été employés pour les provoquer ou les aggraver, le conseil de revision peut ordonner la mise en observation et le traitement de ces miliciens dans un hôpital militaire, pendant un laps de temps qui ne dépassera pas quinze jours. Il statue ultérieurement au fond sans qu'il puisse y avoir, en aucun cas, renvoi au conseil de milice.

dagen der bestelling van de akte van beroep, indien er geene aanleiding bestaat tot eene toebereidende beslissing.

Het hof van beroep en de revisieraad waardeeren de feiten zooals zij bestaan op het oogenblik van hun onderzoek, zelfs dan, als zij niet zijn geweest of niet hadden kunnen worden, 'tzij aangegeven aan den militieraad, 'tzij aangeduid in de akte van beroep.

In geval van verscheidene tegen eene beslissing gerichte beroepen, kan er beslist worden door een enkel arrest.

ART. 51.

Het artikel 56 is toepasselijk op de leden van het hof van beroep en van den revisieraad.

ART. 52.

De revisieraad wordt, ten raadplegenden titel, bijgestaan :

1° Door eenen geneesheer of eenen heelmeeester, behoorende tot de burgerlijke praktijk, daags te voren of op den dag der zitting door den voorzitter aangewezen en, indien het mogelijk is, iedermaal vervangen;

2° Door eenen geneesheer van het leger, op dezelfde wijze door den bevelhebber der provincie benoemd.

Er wordt overigens te werk gegaan zooals gezegd is in de §§ 7, 8, 9 en 10 van het artikel 55.

Indien het twijfelachtig is of de lichaamsgebreken, door de miliciens ingeroepen, werkelijk bestaan of indien er zware verdenking is, dat er middelen gebruikt zijn geworden om dezelve te verwekken of ze te verergeren, kan de revisieraad de in-toezichtstelling en de verpleging dezer miliciens in een krijgshospitaal bevelen, gedurende eenen tijd, die de vijftien dagen niet zal overtreffen. Hij beslist later in den grond, zonder dat er, in geen geval, verzending naar den militieraad kunne plaats hebben.

ART. 55.

Les articles 41 et 42 sont applicables à l'appel devant le conseil de revision.

Les dispositions de l'article 42 sont également observées quand la cour d'appel doit apprécier, conformément au 1^o de l'article 55, les infirmités d'un membre de la famille d'un insérite.

ART. 54.

La cour d'appel peut, en cas de refus par l'autorité de délivrer une pièce nécessaire à une exemption, ordonner une instruction administrative ou une enquête et ensuite prononcer l'exemption.

ART. 53.

Lorsque la cour d'appel reconnaît qu'un appel dirigé contre une ou plusieurs exemptions est manifestement mal fondé et inexécutable, elle le déclare frustratoire et condamne l'auteur de l'appel à payer aux exemptés des dommages-intérêts dont elle fixe le montant.

Le conseil de revision peut également déclarer frustratoire l'appel qui lui est soumis. En ce cas, il fait remettre, sans frais, une expédition de sa décision aux exemptés. Ceux-ci peuvent réclamer devant les tribunaux une indemnité pour les frais et dommages que l'appel leur a causés.

ART. 56.

Les décisions du conseil de revision sont prises à la majorité absolue des membres présents. Le nombre des délibérants ne peut être inférieur à cinq. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les décisions de la cour d'appel sont prises conformément aux dispositions de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

ART. 55.

De artikelen 41 et 42 zijn toepasselijk op het beroep voor den revisieraad.

De bepalingen van het artikel 42 worden insgelijks nageleefd wanneer het hof van beroep, overeenkomstig het 1^o van artikel 55, de lichaamsgebreken van een lid der familie van den ingeschrevene waardeeren moet.

ART. 54.

Het hof van beroep kan, ingeval de overheid zou weigeren een stuk af te leveren benoodigd tot eene vrijstelling, een bestuursonderzoek of een gerechtelijk onderzoek bevelen en vervolgens de vrijstelling uitspreken.

ART. 53.

Wanneer het hof van beroep erkent dat een beroep tegen eene of verscheidene vrijstellingen gericht, klaarblijkelijk ongegrond en onverschoonbaar is, verklaart het dit bedrieglijk, en veroordeelt den opwerper van het beroep om aan de vrijgestelden eene schadevergoeding te betalen, wier bedrag het bepaalt.

De revisieraad kan insgelijks het beroep, dat hem onderworpen wordt, bedrieglijk verklaren. In dit geval doet hij, kosteloos, een afschrift zijner beslissing aan de vrijgestelden ter hand stellen. Deze kunnen voor de rechtbanken eene schadevergoeding vorderen voor de kosten en schade die het beroep hun veroorzaakt heeft.

ART. 56.

De beslissingen van den revisieraad worden genomen met volstrekte meerderheid deraanwezige leden. Het getal der beraadslagenden mag niet minder dan vijf zijn. In geval van verdeeldheid van stemmen, is de stem van den voorzitter beslechtend.

De beslissingen van het hof van beroep worden genomen overeenkomstig de bepalingen der wet van 18 Juni 1869, op de rechterlijke inrichting.

Les décisions contiennent les noms, prénoms, lieu d'inscription des personnes qui, soit directement, soit par leurs parents ou tuteurs, ont été nominativement en cause.

L'exposé de l'affaire par un membre de la cour d'appel ou du conseil de revision et le prononcé des décisions ont lieu en séance publique; le vote reste secret.

Les décisions doivent être motivées à peine de nullité. Celles de la cour d'appel sont notifiées, à la diligence du procureur général, dans les huit jours, au gouverneur de la province.

ART. 57.

Les décisions de la cour d'appel qui prononcent des exemptions ou des exclusions et celles du conseil de revision qui prononcent des exemptions, et dans lesquelles des tiers peuvent être intéressés, sont portées sans retard à la connaissance des habitants du canton, de la manière prescrite par l'article 46.

L'acte de publication est inserit dans le registre dont il est fait mention au dit article.

CHAPITRE VII.

Du recours en cassation.

ART. 58.

Les décisions de la cour d'appel et celles du conseil de revision peuvent être attaquées par la voie du recours en cassation.

Le pourvoi doit être, à peine de déchéance, motivé et formé dans les délais suivants :

1° Par le gouverneur, des décisions de la cour d'appel dans les quinze jours à partir de la notification des décisions, et de celles du conseil de revision dans les quinze jours à partir de la décision;

2° Par l'autorité militaire, des décisions

De beslissingen behelzen de namen, voornamen en inschrijvingsplaats der personen die, hetzij rechtstreeks, hetzij door hunne ouders of voogden, bij name betrokken zijn geweest.

De uiteenzetting der zaak door een lid van het hof van beroep of van den revisieraad en de uitspraak der beslissingen hebben in openbare zitting plaats; de stemming blijft geheim.

De beslissingen moeten, op straf van nietigheid, met redenen gestaafd zijn. Die van het hof van beroep worden, ter benaarstiging van den procureur generaal, binnen de acht dagen, aan den gouverneur der provincie aangezegd.

ART. 57.

De beslissingen van het hof van beroep, die vrijstellingen of uitsluitingen uitspreken en degene van den revisieraad die vrijstellingen uitspreken, en waarin derden belang kunnen hebben, worden, zonder verwijl, ter kennis van de inwoners van het kanton gebracht, op de wijze bij het artikel 46 voorgeschreven.

De akte van afkondiging wordt ingeschreven op het register in gezegd artikel vermeld.

HOOFDSTUK VII.

Van de voorziening in cassatie.

ART. 58.

De beslissingen van het hof van beroep en die van den revisieraad kunnen aangevraagd worden door middel van voorziening in cassatie.

De voorziening moet, op straf van verval, met beweegredens gestaafd en gevormd worden binnen de volgende tijdsbestekken :

1° Door den gouverneur, tegen de beslissingen van het hof van beroep, binnen de vijftien dagen te rekenen van de beslissing;

2° Door de krijgsoverheid, tegen de beslis-

du conseil de revision, aussi dans les quinze jours de la décision;

3° Dans le même délai, par l'intéressé se pourvoyant contre une décision qui a prononcé sa désignation pour le service ou refusé le remplaçant qu'il avait présenté;

4° Dans les quinze jours à partir de la première publication prescrite, par tous les autres intéressés.

ART. 59.

La déclaration du recours est faite au greffe de la cour d'appel ou du conseil provincial, selon que la décision attaquée émane de la cour d'appel ou du conseil de revision, par le demandeur en personne ou par un fondé de pouvoir spécial; dans ce dernier cas, le pouvoir demeure annexé à la déclaration. Celle-ci est inscrite dans un registre à ce destiné.

ART. 60.

Les parties intéressées mentionnées au 4° de l'article 58 joindront à leur pourvoi, s'il n'a pas été fait dans les quinze jours de la décision, un extrait du registre dont la tenue est ordonnée par l'article 57. Cet extrait sera annexé à la déclaration du pourvoi, qui en mentionnera la remise.

ART. 61.

L'acte de pourvoi est, à peine de déchéance, signifié textuellement et par huis-sier à toute personne nominativement en cause, dans les dix jours de la déclaration.

La cour de cassation statue toutes affaires cessantes.

Le greffier de la cour de cassation informe les greffiers des cours d'appel de l'admission ou du rejet des pourvois contre les arrêts de leurs cours. Les greffiers des

singen van den revisieraad, insgelijks binnen de vijftien dagen te rekenen van de beslissing;

3° Binnen denzelfden termijn, door den belanghebbende, zich voorziende tegen eene beslissing, die zijne aanwijzing tot den dienst uitgesproken heeft of den plaatsvervanger geweigerd dien hij aangeboden had;

4° Binnen de vijftien dagen, te rekenen van de eerste voorgeschrevene afkondiging, door al de andere belanghebbenden.

ART. 59.

De verklaring van de voorziening wordt gedaan ter griffie van het hof van beroep of van den provincieraad, naarmate de aangerande beslissing uitgaat van het hof van beroep of van den revisieraad, door den vrager in persoon of door eenen bijzonderen gevolmachtigde; in dit laatste geval, blijft de volmacht aan de verklaring gehecht. Deze wordt in een daartoe bestemd register ingeschreven.

ART. 60.

De belanghebbende partijen, vermeld in het 4° van artikel 58, zullen bij hunne voorziening, indien ze niet binnen de vijftien dagen na de beslissing gedaan is geworden, een uittreksel voegen uit het register, waarvan het houden door het artikel 57 bevolen wordt. Dit uittreksel zal gehecht worden aan de verklaring van de voorziening, die er de overhandiging zal van vermelden.

ART. 61.

De akte van voorziening wordt, binnen de tien dagen na de verklaring, op straf van verval, letterlijk en bij deurwaarder betekend aan elken persoon bij name betrokken.

Het hof van verbreking doet uitspraak, alle andere zaken ter zijde gelaten.

De griffier van het hof van verbreking verwittigt de griffiers der hoven van beroep van de aanvaarding of van de verwerping der voorzieningen tegen de arresten hunner

cours d'appel transmettent dans la quinzaine aux gouverneurs de province intéressés, soit un extrait de ces décisions, soit un avis que le pourvoi a été rejeté. Le greffier de la cour de cassation transmet pareille information au gouverneur si la décision dont il y avait eu appel émane du conseil de revision.

ART. 62.

Tous les actes de la procédure devant la cour d'appel et de cassation sont exempts des frais de timbre, d'enregistrement et d'amendes.

Sauf la condamnation aux frais et aux dépens, aucune indemnité du chef de rejet de pourvoi ne peut être imposée au demandeur, au profit du défendeur.

ART. 63.

Si la cassation est prononcée, la cause est renvoyée à la cour d'appel ou au conseil de revision d'une autre province.

Si la seconde décision est annulée par les mêmes motifs que ceux de la première cassation, la cour d'appel ou le conseil de revision à qui l'affaire est renvoyée se conforme à la décision de la cour de cassation sur le point de droit jugé par cette cour.

CHAPITRE VIII.

Du remplacement.

ART. 64.

Tout individu désigné pour la milice peut se faire remplacer.

ART. 64^{bis}.

Le Département de la Guerre pourvoit au remplacement des miliciens au moyen de

hoven. De griffiers der hoven van beroep maken, binnen de vijftien dagen, aan de belanghebbende provincie-gouverneurs over, hetzij een uittreksel uit die beslissingen, hetzij een bericht aanduidende dat de voorziening verworpen is. De griffier van het hof van verbreking maakt een soortgelijk bericht aan den gouverneur over, indien de beslissing, waartegen beroep was opgeworpen, van den revisieraad uitgaat.

ART. 62.

Al de akten van proceduur voor het hof van beroep en van verbreking zijn vrij van kosten van zegel, van registratie en van boeten.

Behoudens de veroordeeling tot de kosten en tot de onkosten, kan geene schadevergoeding, uit hoofde van verwerping van de voorziening, den vrager, ten voordeele van den verweerder, opgelegd worden.

ART. 63.

Indien de verbreking wordt uitgesproken, wordt de zaak verzonden naar het hof van beroep of naar den revisieraad eener andere provincie.

Indien de tweede beslissing vernietigd wordt om dezelfde redenen als die van de eerste verbreking, gedraagt het hof van beroep of de revisieraad waaraan de zaak verzonden wordt, zich aan de beslissing van het hof van verbreking op het rechtspunt door dit hof gevonnist.

HOOFDSTUK VIII.

Van de plaatsvervanging.

ART. 64.

Alle persoon, die voor de militie aangewezen is, kan zich doen vervangen.

ART. 64^{bis}.

Het Ministerie van Oorlog voorziet in de vervanging der miliciens door middel van

volontaires avec prime; le remplaçant est assimilé, quant au service actif, au volontaire de 5 ans.

ART. 64^{1er}.

Le prix du remplacement est fixé, chaque année, par arrêté royal, trois mois avant le tirage.

Il ne peut dépasser 1,800 francs; le remplaçant ne touche pas de rémunération.

ART. 64⁴.

Les parents ou tuteurs de ceux qui veulent se faire remplacer doivent faire parvenir, avant le 1^{er} février, au Département de la guerre, leur requête, en y joignant une quittance du versement de la somme de 200 francs dans la caisse du receveur de l'enregistrement du ressort dans lequel ils ont leur domicile.

ART. 64⁵.

Les sommes ainsi versées sont restituées aux miliciens qui ne peuvent plus être assujettis au service militaire et à ceux qui renoncent à se faire remplacer (art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1884).

ART. 64⁶.

Les remplacements ont lieu dans l'ordre de priorité établi par un tirage au sort.

Le paiement des prix de remplacement a lieu à la caisse du receveur de l'enregistrement après que le milicien a été informé de son remplacement, et sous déduction de la somme de 200 francs versée par application de l'article 64⁴.

Le récépissé doit être remis au Département de la guerre dans les dix jours qui suivent l'information, dont la date sera constatée par l'autorité locale.

Faute par l'intéressé de remplir cette

vrijwilligers met premie; wat betreft den werkelijken dienst, wordt de plaatsvervanger gelijkgesteld met den vrijwilliger voor drie jaar.

ART. 64^{1er}.

De prijs der plaatsvervanging wordt, elk jaar, drie maanden vóór de loting, bij koninklijk besluit vastgesteld.

Hij mag niet 1,800 frank overtreffen; de plaatsvervanger ontvangt geene bezoldiging.

ART. 64⁴.

De ouders of voogden van hen, die zich willen doen vervangen, moeten, vóór den 1^{en} Februari, hunne aanvraag in het Ministerie van oorlog indienen, er bijvoegende eene quittance, bewijzende de storting van eene som van 200 frank in de kas van den ontvanger der registratie van het gebied waarin zij hunne woonplaats hebben.

ART. 64⁵.

De aldus gestorte sommen zullen terug worden gegeven aan de miliciens, die niet meer aan den militiedienst kunnen onderworpen worden, en aan hen, die er van afzien, zich te doen vervangen (art. 1 der wet van 27 December 1884).

ART. 64⁶.

De plaatsvervangingen geschieden volgens de orde van voorrang door eene loting bepaald.

De betaling van de plaatsvervangingsprijzen geschiedt in de kas van den ontvanger der registratie, nadat de milicien van zijne vervanging verwittigd is geworden, en met afstrek van de som van 200 frank, bij toepassing van het artikel 64⁴ gestort.

Het ontvangstbewijs moet aan het Ministerie van oorlog besteld worden binnen de tien dagen volgende op de verwittiging, waarvan de dagteekening door de plaatselijke overheid zal vastgesteld worden.

Indien de belanghebbende in gebreke

obligation dans le délai fixé, le remplacement est nul.

ART. 647.

Les miliciens que le Département de la guerre ne pourra pas faire remplacer avant le 1^{er} octobre sont admis, par dérogation à l'article 64^{bis}, à rechercher directement et à présenter, avant le 1^{er} janvier suivant, des hommes qui consentent à marcher à leur place.

Le versement de 200 francs effectué en vertu de l'article 64^a leur sera restitué.

ART. 648.

Les remplaçants présentés directement par les miliciens seront examinés par la commission provinciale instituée par l'article 47.

ART. 649.

Il peut être interjeté appel de la décision de la commission provinciale par le président de la commission, par l'autorité militaire et par l'intéressé.

Cet appel devra, à peine de déchéance, être formé par écrit et remis au gouvernement provincial dans les huit jours de la décision.

Il est porté devant le conseil de revision.

Les remplaçants ne sont pas considérés comme intéressés.

ART. 65.

Pour être admis comme remplaçant, il faut :

1° Appartenir à la classe courante ou à une classe antérieure, et ne pas avoir 50 ans révolus au 31 décembre de l'année précédente ;

2° Produire, si l'on est mineur, le consentement prescrit par l'article 100 ;

3° Être affranchi de tout service ;

blijft deze verplichting in den bepaalden termijn te vervullen, is de plaatsvervanging nietig.

ART. 647.

De miliciens, die het Ministerie van oorlog niet zal kunnen doen vervangen vóór den 1^{en} October, zullen, bij afwijking van het artikel 64^{bis}, de toelating hebben rechtstreeks, vóór den 1^{en} Januari daaropvolgende, mannen te zoeken en aan te bieden, die er in toestemmen in hunne plaats op te gaan.

De geldstorting van 200 frank, krachtens het artikel 64^a gedaan, zal hun terugbetaald worden.

ART. 648.

De plaatsvervangers, rechtstreeks door de miliciens aangeboden, zullen onderzocht worden door de provinciale commissie, ingesteld bij het artikel 47.

ART. 649.

De voorzitter der commissie, de krijgsoverheid en de belanghebbende kunnen in beroep gaan tegen de beslissing der provinciale commissie.

Dit beroep zal, onder straf van verval, moeten schriftelijk gevormd en besteld worden in het provinciaal gouvernement, binnen de acht dagen na de beslissing.

Het wordt vóór den revisieraad gebracht.

De plaatsvervangers worden niet als belanghebbenden beschouwd.

ART. 65.

Om als plaatsvervanger aangenomen te worden, moet men :

1° Tot de loopende klas of tot eene vroegere klas behooren en, op den 31^{en} December van het voorgaande jaar, de 50 jaren niet ten volle bereikt hebben ;

2° Indien men minderjarig is, de toestemming voorleggen bij het artikel 100 voorgeschreven ;

3° Vrij zijn van allen dienst ;

4^o Avoir la taille exigée pour les miliciens et être reconnu apte au service ;

3^o Produire un certificat de l'administration des communes que l'intéressé aurait habités depuis le 1^{er} janvier de l'année précédente, constatant :

A. Qu'il est de bonne vie et mœurs ;

B. Qu'il est célibataire ou veuf sans enfant ;

C. Que postérieurement au 1^{er} janvier de l'année précédente, il n'a pas eu de résidence établie à l'étranger ;

D. Qu'il n'a été condamné, ni en Belgique ni à l'étranger, à un emprisonnement de deux ans au moins, ou à une peine moindre, du chef de vol, d'esroquerie, d'abus de confiance ou d'attentat aux mœurs.

L'intéressé, s'il a fait partie de l'armée, doit produire, en outre, un certificat de bonne conduite, signé par le chef du corps auquel il a appartenu, ainsi qu'une attestation portant qu'il peut être admis à reprendre du service.

ART. 66.

Par exception aux articles 64^{bis}, 64⁴, 64⁷ et au numéro 1^o de l'article précédent :

1^o Un frère a la faculté de servir pour son frère non encore incorporé, dès qu'il a atteint sa dix-neuvième année. S'il est admis, le frère qu'il a remplacé lui sera, lors du tirage au sort auquel son âge l'appellera à concourir, substitué sur la liste des inscrits ;

2^o Les hommes qui ont fait partie de l'armée peuvent se présenter comme remplaçants, lorsqu'ils n'ont pas 36 ans révolus au 31 décembre précédent.

4^o De voor de miliciens vereischte lichaamsgestalte bezitten en tot den dienst geschikt geoordeeld worden ;

3^o Een getuigschrift voorleggen van het bestuur der gemeenten, welke de belanghebbende bewoond zou hebben sedert den 1^o Januari van het voorgaande jaar, vaststellende :

A. Dat hij eenen goeden levenswandel en zeden heeft ;

B. Dat hij ongehuwd of weduenaar is zonder kinderen ;

C. Dat hij, na den 1^o Januari van het voorgaande jaar, geene in den vreemde gevestigde residentie gehad heeft ;

D. Dat hij, noch in België noch in den vreemde veroordeeld is geworden tot eene gevangenzitting van ten minste twee jaren, of tot eene mindere straf, ter zake van diefstal, aftroggelarij, misbruik van vertrouwen of aanslag tegen de zeden.

De belanghebbende, indien hij deel van het leger heeft gemaakt, moet, daarenboven, een getuigschrift van goed gedrag vertoonen, onderteekend door het opperhoofd van het korps, waartoe hij behoord heeft, alsmede eene bevestiging, houdende dat hij toegelaten kan worden opnieuw dienst te nemen.

ART. 66.

Bij uitzondering aan de artikelen 64^{bis}, 64⁴, 64⁷ en aan het nummer 1^o van het voorgaande artikel :

1^o Is een broeder, zoodra hij zijn negentiende jaar bereikt heeft, bevoegd, voor zijnen nog niet ingetijfden broeder te dienen. Indien hij aangenomen wordt, zal, bij de loting, waartoe zijn ouderdom hem roepen zal deel te nemen, de broeder, dien hij vervangen heeft, in zijne plaats op de lijst der ingeschrevenen geplaatst worden ;

2^o Mogen de mannen, die deel van het leger hebben gemaakt, zich als plaatsvervangers aanbieden, wanneer zij niet ten volle de 36 jaren bereikt hebben op 31 December voorgaande.

ART. 67.

Le certificat communal doit être présenté au visa du commissaire de l'arrondissement dans lequel la commune est située. L'administration communale ne peut délivrer, dans le cours de la même année, plus d'un certificat à un même individu, à moins qu'il ne s'agisse d'en renouveler un dont la date serait périmée, auquel cas mention expresse serait faite de cette circonstance.

Le commissaire d'arrondissement ne vise le nouveau certificat qu'après s'être fait remettre l'ancien pour le détruire et s'être assuré qu'il n'en a pas été fait usage.

Il tient note dans un registre spécial de tous les certificats qu'il vise, mentionnant la date de leur délivrance, les noms des communes dont ils émanent et des individus qu'ils concernent.

Le commissaire d'arrondissement peut, par des motifs exceptionnels, autoriser la délivrance d'un duplicata de certificat.

ART. 68.

Tout certificat produit devant une commission provinciale est marqué d'un sceau et visé par le président, quelle que soit la décision prise; il n'est plus, dès lors, admissible.

Les certificats des administrations communales dont la date serait antérieure de deux mois à leur présentation seront écartés.

ART. 69.

Le remplaçant refusé par une commission provinciale ne peut plus se présenter en cette qualité dans le cours de la même année.

Avant de procéder à l'examen des hommes, le président leur demande s'ils ne

ART. 67.

Het getuigschrift der gemeente moet aan het visa van den commissaris van het arrondissement onderworpen worden waarin de gemeente gelegen is. Het gemeentebestuur mag, in den loop van hetzelfde jaar, niet meer dan één getuigschrift aan een zelfden persoon afleveren, tenzij om er een te hernieuwen, waarvan de dagteekening verjaard zou zijn, in welk geval er uitdrukkelijk melding van deze omstandigheid zou gemaakt worden.

De arrondissementscommissaris viseert het nieuwe getuigschrift slechts na zich het oude te hebben doen overhandigen ten einde het te vernietigen en zich verzekerd te hebben dat er geen gebruik van gemaakt is geworden.

Hij teekent in een bijzonder register al de getuigschriften aan, welke hij viseert, met vermelding van den datum hunner aflevering, van de namen der gemeenten van welke zij uitgaan en der personen welke zij betreffen.

De arrondissementscommissaris mag, om uitzonderlijke redenen, de aflevering machtigen van een duplicata eens getuigschrifts.

ART. 68.

Alle aan eene provinciale commissie voorgelegd getuigschrift wordt met een zegel gestempeld en door den voorzitter gevisceerd, welke ook de genomene beslissing zij; van dan af, is het niet meer aanvaardbaar.

De getuigschriften der gemeentebesturen, waarvan de dagteekening tot twee maanden vóór hunne aanbieding zou opklimmen, zullen ter zijde gesteld worden.

ART. 69.

De door eene provinciale commissie geweigerde plaatsvervanger mag zich in deze hoedanigheid niet meer aanbieden in den loop van hetzelfde jaar.

Vooraleer tot het onderzoek der mannen over te gaan, vraagt de voorzitter hun of

sont pas dans ce cas d'interdiction; s'ils n'ont pas été exclus de l'armée pour indignité; s'ils n'ont jamais, soit en Belgique, soit en pays étranger, été condamnés à un emprisonnement de deux ans au moins, ou à toute autre peine pour vol, esroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs.

Ils sont, en même temps, avertis qu'une réponse mensongère leur ferait encourir une peine de huit jours à trois mois d'emprisonnement.

Leurs déclarations sont actées dans les décisions.

ART. 70.

L'admission d'un remplaçant appartenant à la levée courante est considérée comme non avenue, si son numéro de tirage l'appelle au service.

ART. 71.

Tout remplacement doit faire l'objet d'un contrat reçu par un notaire, à l'exception du cas où un frère est remplacé par son frère et de celui où un milicien est remplacé directement par le Département de la guerre.

Les contre-lettres sont nulles de plein droit.

Les honoraires du notaire pour la rédaction de l'acte, l'inscription au répertoire, la vacation à l'enregistrement, les conférences et autres préliminaires à la délivrance des trois expéditions destinées au remplacé, au remplaçant et au corps dans lequel il est incorporé, sont fixés à la somme de 15 francs, non compris les frais de timbre et le droit d'enregistrement.

ART. 72.

Les miliciens qui ont présenté directement leurs remplaçants et les ont fait admettre peuvent s'affranchir de toute

zij niet in dit geval van interdictie zijn; of zij niet voor onwaardigheid uit het leger zijn gesloten geworden; of zij nooit, 'tzij in België, 'tzij in den vreemde, veroordeeld zijn geworden tot eene gevangenzitting van twee jaar ten minste, of tot alle andere straf, voor diefstal, afroggelarij, misbruik van vrouwen of aanslag tegen de zeden.

Zij worden, terzelfder tijd verwittigd, dat een logenachtig antwoord hun de straf van acht dagen tot drie maanden gevangenzitting zou doen belooopen.

Hunne verklaringen worden in de beslissingen geakteerd.

ART. 70.

De aanvaarding van eenen plaatsvervanger, behoorende tot de loopende lichting, wordt als niet geschied zijnde beschouwd, indien zijn lotnummer hem tot ten dienst roept.

ART. 71.

Alle plaatsvervanging moet het voorwerp uitmaken van een contract door eenen notaris ontvangen, ter uitzondering van het geval waarin een broeder door zijnen broeder vervangen wordt en van hetgene waarin een milicien rechtstreeks door het ministerie van oorlog vervangen wordt.

De tegenbrieven zijn nietig van rechtswege.

De honoraria van den notaris voor de opmaking van de akte, de inschrijving in het repertorium, de vacatie bij de registratie, de conferenciën en andere voorbereidingen en de aflevering der drie afschriften bestemd voor den vervangene, voor den plaatsvervanger en voor het korps waarin hij ingelijfd wordt, zijn vastgesteld op de som van 15 frank, niet begrepen de kosten van zegel en het registreergeld.

ART. 72.

De miliciens die hunne plaatsvervangers rechtstreeks hebben voorgesteld en doen aanvaarden hebben, kunnen zich vrijstellen

responsabilité, en versant à la caisse du remplacement une somme égale au quart du montant de la prime allouée au volontaire. Cette somme est acquise à la dite caisse. (Art. 2 de la loi du 27 décembre 1884. *Moniteur* du 30 décembre 1884, n° 564, et du 20 janvier 1885, n° 20.)

ART. 72^{bis}.

Faute de remplir cette obligation, le remplacé reste responsable de son remplaçant; dans ce cas, celui-ci est tenu de verser, dans les dix jours de l'incorporation définitive, à la caisse de son régiment, une somme de 250 francs, qui lui sera remise lors de son licenciement, déduction faite de la dette à la masse d'habillement et de réparations.

A défaut de ce dernier versement, le remplacé sera immédiatement appelé au service, et le remplaçant libéré.

ART. 72^{ter}.

Le milicien responsable doit servir en personne ou fournir un autre remplaçant :

- 1° Si le premier remplaçant déserte;
- 2° S'il est renvoyé pour inconduite;
- 3° S'il est condamné à la dégradation militaire;
- 4° Si le remplacement a été effectué au moyen de pièces qui sont reconnues fausses ou qui attestent des faits matériellement faux. La nullité du remplacement, dans ce dernier cas, sera prononcée par le conseil de revision de la province où le droit a été exercé.

Dans ces cas, il est accordé au milicien, pour fournir un nouveau remplaçant, un délai de deux mois, à compter de la date de l'avis qu'il recevra à ce sujet.

Le versement de 250 francs, opéré par le

van alle verantwoordelijkheid, mits in de kas der plaatsvervangende eene som te storten gelijkstaande met het kwart van het bedrag der premie aan den vrijwilliger verleend. Deze som is aan gezegde kas verkregen. (Art. 2 der wet van 27 December 1884, *Moniteur* van 30 December 1884, n° 564, en van 20 Januari 1885, n° 20.)

ART. 72^{bis}.

Bij gebreke van deze verplichting te vervullen, blijft de vervangene verantwoordelijk voor zijnen plaatsvervanger; in dit geval is deze verplicht, binnen de tien dagen te rekenen van de definitieve inlijving, in de kas van zijn regiment te storten eene som van 250 frank, die hem bij zijne afdanking zal overhandigd worden, na afrek van het verschuldigde aan de massa der kleedingen en der herstellingen.

Bij gebreke aan deze laatste geldstorting, zal de vervangene onmiddellijk in dienst geroepen en de plaatsvervanger vrijgesteld worden.

ART. 72^{ter}.

De verantwoordelijke milicien moet in persoon dienen of eenen anderen plaatsvervanger leveren :

- 1° Indien de eerste plaatsvervanger deserteert;
- 2° Indien hij weggezonden wordt voor slecht gedrag;
- 3° Indien hij tot de afstraffing wordt veroordeeld;
- 4° Indien de plaatsvervangende geschied is bij middel van stukken die valsch worden bevonden of die materiëel valsche feiten bevestigen. De nietigheid van de plaatsvervangende, in dit laatste geval, zal uitgesproken worden door den revisieraad der provincie waar het recht uitgeoefend is geworden.

In die gevallen, wordt den milicien, om eenen nieuwen plaatsvervanger te leveren, eenen termijn verleend van twee maanden, te rekenen van de dagteekening van het bericht dat hij desaangaande zal ontvangen.

De storting van 250 frank door den

premier remplaçant, sera restitué au milicien, déduction faite de la dette à la masse d'habillement et de réparations.

ART. 73.

Le remplaçant valablement et définitivement incorporé et dont le versement prescrit par l'article 72 a été effectué, libère complètement le remplacé.

ART. 74.

Si le remplacé ne remplit pas les obligations stipulées par le contrat, le remplaçant, sans devoir justifier de son indigence, est admis à jouir de la faveur du Pro Deo, pour attirer le remplacé en justice. La cause est instruite et jugée comme urgente.

En cas de condamnation, le remplacé qui n'a pas exécuté le jugement dans le délai fixé est appelé au service et le remplaçant est congédié.

ART. 75.

Celui qui est remplacé par le Département de la guerre reçoit un congé définitif.

Il en est de même de celui qui a fourni directement un remplaçant dans les conditions déterminées à l'article 72.

Celui qui fournit directement un remplaçant dont il est resté responsable reçoit un certificat conforme au modèle n° 56 annexé à l'arrêté du 25 octobre 1873.

ART. 75^{bis}.

Un arrêté royal déterminera les conditions d'admission des volontaires avec prime, ainsi que les avantages à leur accorder.

La rémunération est fixée annuellement.

eersten plaatsvervanger gedaan, zal den milicien teruggeteld worden, onder aftrek van het verschuldigde aan de massa der kleedingen en der herstellingen.

ART. 75.

De plaatsvervanger geldiglijk en definitievelijk ingelijfd en van wien de geldstorting, bij het artikel 72 voorgeschreven, gedaan is geworden, stelt den vervangene volkomen vrij.

ART. 74.

Indien de vervangene de voorwaarden niet vervult door het contract bedongen, wordt de plaatsvervanger, zonder zijne behoefte te moeten bewijzen, toegelaten tot het genot der gunst van het Pro Deo, om den vervangene voor het gerecht te roepen. De zaak wordt als dringend onderzocht en gevonnist.

In geval van veroordeeling, wordt de vervangene, die het vonnis niet in den vastgestelden tijd uitgevoerd heeft, tot den dienst geroepen en de plaatsvervanger ontvangt zijn verlof.

ART. 75.

Degene, die door het Ministerie van oorlog vervangen is, ontvangt een definitief verlof.

Hetzelfde geschiedt met dengene, die rechtstreeks eenen plaatsvervanger heeft geleverd in de voorwaarden bij het artikel 72 bepaald.

Degene, die rechtstreeks eenen plaatsvervanger levert, voor wien hij verantwoordelijk is gebleven, ontvangt een bewijschrift, gelijk aan het model n° 56 gehecht aan het besluit van 25 October 1873.

ART. 75^{bis}.

Een koninklijk besluit zal de voorwaarden van aanveerding der vrijwilligers met premie, alsook de hun te verleenende voordeelen vaststellen.

De vergelding wordt jaarlijks bepaald.

ART. 75^{ter}.

Si des volontaires avec prime désertent ou se trouvent dans un des cas mentionnés à l'article 72^{ter}, ils perdront tous droits à leur prime ainsi qu'aux autres avantages qui leur auront été accordés.

Ils seront suppléés par d'autres volontaires qui s'engageront pour le restant de leur terme de service.

ART. 76.

Le Gouvernement est autorisé à organiser par arrêté royal une caisse tontinière pour faciliter le remplacement.

ART. 77.

(Abrogé.)

ART. 78.

Les miliciens en activité de service ne peuvent plus se faire remplacer qu'en vertu d'une autorisation du Ministre de la Guerre et en se conformant aux conditions qui leur sont imposées.

ART. 79.

(Abrogé.)

ART. 80.

(Abrogé.)

CHAPITRE IX.

De l'incorporation.

ART. 81.

Le Gouvernement fixe l'époque à laquelle les hommes désignés pour le service sont remis à l'autorité militaire.

Cette remise se fait au chef-lieu de la province par le gouverneur, qui en dresse l'état en signalant spécialement les miliciens, compris dans les contingents antérieurs,

ART. 75^{ter}.

Indien de vrijwilligers met premie deserteren of zich bevinden in een der gevallen vermeld in het artikel 72^{ter}, zullen zij alle recht verliezen op hunne premie alsook op de andere voordeelen, die hun verleend zijn geworden.

Zij zullen vervangen worden door andere vrijwilligers, die zich voor het overige van hunnen dienstdag zullen verbinden.

ART. 76.

De Regeering is gemachtigd bij koninklijk besluit eene tontine-kas in te richten om de plaatsvervangng te vergemakkelijken.

ART. 77.

(Vervalt.)

ART. 78.

De miliciens in werkdadigheid van dienst, mogen zich niet meer doen vervangen dan krachtens eene machtiging van den Minister van Oorlog en mits zich te gedragen naar de voorwaarden die hun worden opgelegd.

ART. 79.

(Vervalt.)

ART. 80.

(Vervalt.)

HOOFDSTUK IX.

Van de inlijving.

ART. 81.

De Regeering stelt het tijdstip vast waarop de tot den dienst aangewezen mannen aan de krijgsoverheid overgeleverd worden.

Deze overlevering geschiedt in de hoofdplaats der provincie door den gouverneur, die er den staat van opmaakt, met bijzondere aanduiding der miliciens in de vorige

dont la dispense ou le détachement sur les contrôles n'a pas été maintenu. Un état séparé indique les inscrits de la levée courante appelés au service et dispensés de l'incorporation. Chacun des intéressés reçoit préalablement du gouverneur un ordre de départ.

Dès que les miliciens quittent leur commune pour être dirigés vers le chef-lieu, ils sont nourris et logés aux frais de l'État.

ART. 82.

Au moment de leur remise, l'autorité militaire fait examiner, par des médecins de l'armée, les miliciens et les remplaçants. Dans les trente jours suivants, elle renvoie au conseil de revision ceux qui paraissent impropres au service, et, en outre, s'il s'agit de remplaçants, ceux qu'elle considère comme ne remplissant pas l'une des autres conditions requises.

Toutefois, le renvoi ne peut être appliqué aux hommes qui ont déjà été examinés par ce conseil, conformément à l'article 82.

Le conseil de revision, assisté comme il est dit à cet article, statue dans les quinze jours du renvoi.

Sa décision ne peut être soumise à la cour de cassation que par le gouverneur, par l'autorité militaire ou par un tiers intéressé dont elle entraîne l'appel au service.

ART. 83.

Lorsqu'une décision de la cour d'appel ou du conseil de revision annule une désignation pour le service, l'administration centrale fournit immédiatement, dans l'ordre de classement, un autre homme pour parfaire son contingent.

Il en est de même si un milicien désigné pour le service meurt avant le jour fixé

contingenten begrepen, van welke de ontslating of de detachering op de kontrollen niet gehandhaafd is geworden. Een afzonderlijke staat duidt de ingeschrevenen van de loopende lichting aan, die tot den dienst geroepen zijn en ontslagen van de inlijving. Elke der belanghebbenden ontvangt voorafgaandelijk van den gouverneur een bevel van vertrek.

Zoodra de miliciens hunne gemeente verlaten om naar de hoofdplaats gericht te worden, worden zij ten koste van den Staat gevoed en geherbergd.

ART. 82.

Op het oogenblik der overlevering, doet de krijgsoverheid, door geneesheeren van het leger, de miliciens en de plaatsvervangers onderzoeken. Binnen de dertig volgende dagen verzendt zij voor den revisieraad degenen, die voor den dienst ongeschikt schijnen, en, daarenboven, indien het om plaatsvervangers te doen is, degenen die zij beschouwt als niet vervullende eene der andere vereischte voorwaarden.

Evenwel, mag de verzending niet toegepast worden op de manschappen die door dien raad reeds onderzocht zijn geworden, overeenkomstig met het artikel 82.

De revisie-raad, bijgestaan zooals in dat artikel is gezegd, beslist binnen de vijftien dagen na de verzending.

Zijne beslissing mag aan het hof van verbreking niet onderworpen worden dan door den gouverneur, door de krijgsoverheid, of door eenen derden belanghebbende, van wien zij de roeping tot den dienst tot gevolg heeft.

ART. 83.

Wanneer eene beslissing van het hof van beroep of van den revisieraad eene aanwijzing voor den dienst vernietigt, levert het hoofdbestuur onmiddellijk, in de orde der rangschikking, eenen anderen man om zijn contingent voltallig te maken.

Hetzelfde heeft plaats wanneer een voor den dienst aangewezen milicien sterft, vóór

pour la remise du contingent à l'autorité militaire

Lorsqu'une exemption est annulée par la cour d'appel ou le conseil de revision, le dernier appelé du canton dans l'ordre des numéros, s'il sert en sus du contingent, est remplacé par celui dont l'exemption n'a pas été maintenue.

ART. 84.

Aucun appel pour compléter le contingent ne peut avoir lieu après le 1^{er} septembre.

Il est néanmoins dérogé à cette règle lorsque des décisions sur des questions d'état, d'âge ou de droits civils, ou des décisions prises en suite d'arrêts de la cour de cassation modifient l'ordre primitif des appels.

CHAPITRE X.

Des congés.

ART. 85.

Les miliciens, les volontaires de trois et six ans, ceux de carrière et les remplaçants ont droit chacun à six semaines de congé, en moyenne, par année de service actif.

Le milicien est envoyé en congé illimité lorsqu'il a passé au service actif, à partir du jour de l'appel sous les armes de son contingent, le temps ci-après déterminé :

Vingt-huit mois, dans le cours des trois premières années, s'ils appartiennent à l'infanterie de ligne, aux chasseurs à pied ou au train;

Trente-six mois, pendant les quatre premières années, s'ils appartiennent au régiment des grenadiers ou au régiment des carabiniers;

Trois ans, s'ils appartiennent à l'artillerie de siège, au régiment du génie, à la com-

den dag, bepaald tot de overlevering van het contingent aan de krijgsoverheid.

Wanneer eene vrijstelling door het hof van beroep of den revisie-raad vernietigd is, wordt de laatst geroepene van het kanton, in de orde der nummers, indien hij boven het contingent dient, vervangen door den-gene wiens vrijstelling niet gehandhaafd is geworden.

ART. 84.

Geen oproep om het contingent te volledigen mag gedaan worden na den 1^o September.

Er wordt evenwel van dezen regel afge- weken wanneer beslissingen over vraag- stukken van stand, ouderdom of burgerlijke rechten, of beslissingen, ten gevolge van arresten van het hof van verbreking genomen, de oorspronkelijke orde der oproepen wijzigen.

HOOFDSTUK X.

Van de verloven.

ART. 85.

De miliciens, de vrijwilligers voor drie en zes jaar, de vrijwilligers van beroep en de plaatsvervangens hebben ieder recht op een verlof van gemiddeld zes weken per jaar werkelijken dienst.

De milicien wordt met onbepaald verlof naar huis gezonden wanneer hij, te rekenen van den dag waarop zijn contingent onder de wapens werd geroepen, den hierna bepaalden tijd in werkelijken dienst heeft doorgebracht :

Acht en twintig maanden, in den loop der drie eerste jaren, indien zij tot de linie- infanterie, tot de jagers te voet of tot den trein behoorden;

Zes en dertig maanden, gedurende de vier eerste jaren, indien zij behooren tot het grenadiersregiment of tot het carabi- niersregiment;

Drie jaren, indien zij behooren tot de belegeringsartillerie, tot het regiment van

pagnie des pontonniers, à celle des artificiers ou au bataillon d'administration;

Quatre ans, s'ils appartiennent aux batteries à cheval, aux batteries montées ou aux escadrons de cavalerie.

Les miliciens et remplaçants dont le service actif est de vingt-huit mois peuvent être tenus à un appel d'un mois, pendant la quatrième année de leur terme.

ART. 86.

(Abrogé.)

ART. 87.

Les congés temporaires et les congés illimités seront refusés à ceux que leur conduite n'en aura pas rendus dignes.

Dans ces circonstances spéciales, le Gouvernement est autorisé à suspendre ou à modifier l'exécution de l'article 85.

Le service des remplaçants ne peut être réduit au-dessous de la limite fixée par l'article 64^{bis}.

ART. 88.

Les miliciens et les remplaçants qui ont achevé leur quatrième année de service ou qui sont envoyés en congé illimité, conformément à l'article 85, peuvent contracter mariage.

Il en est de même des volontaires de toutes les catégories qui ont reçu un congé illimité (art. 1^{er} de la loi du 16 août 1887).

ART. 89.

Un arrêté royal prescrira les mesures nécessaires pour que le rappel des hommes en congé illimité puisse s'effectuer promptement. Ceux-ci peuvent être soumis à se présenter, avec leurs effets militaires, à deux revues par année, et à n'établir leur

de genie, tot de compagnie der pontonniers, tot degene der vuurwerkers of tot het administratiebataljon;

Vier jaren, indien zij behooren tot de batterijen te paard, tot de gemonteerde batterijen of tot de eskadrons der ruitelij.

De miliciens en plaatsvervangers wier werkdadige dienst van acht en twintig maanden is, mogen echter verplicht worden tot eene inroeping van eene maand, gedurende het laatste jaar van hunnen diensttijd.

ART. 86.

(Vervalt.)

ART. 87.

De tijdelijke verloven en de onbepaalde verloven zullen geweigerd worden aan degenen wier gedrag er hen niet waardig van gemaakt heeft.

In bijzondere omstandigheden, is de Regeering gemachtigd de uitvoering van het artikel 85 op te schorsen of te wijzigen.

De dienst der plaatsvervangers mag niet verminderd worden onder den tijd vastgesteld bij artikel 64^{bis}.

ART. 88.

De miliciens en de plaatsvervangers, die hun vierde jaar dienst geëindigd hebben of in onbepaald verlof zijn gezonden overeenkomstig artikel 85, kunnen huwelijk aangaan.

Evenzoo is het gesteld met al de soorten van vrijwilligers die een onbepaald verlof hebben verkregen (art. 1 der wet van den 16 Augustus 1887).

ART. 89.

Een koninklijk besluit zal de noodige matregels voorschrijven opdat de herinroeping der manschappen, die in onbepaald verlof zijn, spoedig kunne bewerkstelligd worden. Aan deze mag opgelegd worden, zich met hunne krijgseffecten aan te bieden

résidence à l'étranger qu'à certaines conditions.

Ceux qui contreviennent aux dispositions prescrites peuvent, même lorsqu'il n'y a pas infraction pénale aux lois militaires, être rappelés sous les drapeaux pour un terme d'un à six mois.

CHAPITRE XI.

Des certificats.

ART. 90.

Les certificats à l'appui de demandes de libération provisoire ou définitive du service sont délivrés par le collège des bourgmestre et échevins.

Le collège ne peut délibérer si la majorité de ses membres n'est présente.

En cas de parité de voix, la décision est remise à une séance ultérieure, fixée à bref délai, et à laquelle sera convoqué, au besoin, le conseiller le premier en rang d'ancienneté.

Si, par une cause quelconque, les voix se répartissent une deuxième fois en nombres égaux, celle du président est prépondérante.

Il doit être statué sur toute demande; les votes sont mentionnés dans les décisions; en cas de refus du certificat, acte en est donné à l'intéressé.

Dans les cantons de milice qui comprennent plus d'une commune, toutes décisions des collèges des bourgmestre et échevins concernant les demandes fondées sur l'état de fortune des familles, sont soumises à l'avis consultatif d'une commission composée d'un délégué de chaque commune, choisi par le collège des bourgmestre et échevins, soit dans son sein, soit parmi les membres du conseil communal.

La commission est convoquée dans une localité du canton par le commissaire d'ar-

op twée heirschouwingen 's jaars, en hunne residentie in den vreemde niet te vestigen dan op zekere voorwaarden.

Degenen die de voorgeschrevene bepalingen overtreden, kunnen, zelfs wanneer er geene strafwettelijke inbreuk tegen de krijgswetten is, onder de vaandels teruggeroepen worden voor eenen termijn van ééne tot zes maanden.

HOOFDSTUK XI.

Van de getuigschriften.

ART. 90.

De getuigschriften tot staving van aanvragen ter voorloopige of definitieve vrijstelling van den dienst worden afgeleverd door het college van burgemeester en schepenen.

Het college mag niet beraadslagen indien de meerderheid zijner leden niet aanwezig is.

In geval van gelijkheid van stemmen, wordt de beslissing tot eene latere zitting, op een niet verwijderd tijdstip bepaald, verschoven, waarop desnoods zal beroepen worden het eerste raadslid naar ambtsouderdom.

Indien, uit eene welkdanige oorzaak, de stemmen zich eene tweede maal in gelijken getale verdeelen, is die van den voorzitter beslechtend.

Er moet over elke vraag gestatuëerd worden; de stemmen worden in de beslissingen vermeld; in geval van weigering van het getuigschrift, wordt akte daarvan aan den belanghebbende gegeven.

In de milite-kantons, die meer dan ééne gemeente bevatten, worden alle beslissingen der colleges van burgemeester en schepenen rakende aanvragen op den fortuintoestand der familiën gegrond, onderworpen aan het raadplegend advies van eene commissie, samengesteld uit eenen afgevaardigde van elke gemeente, gekozen door het college van burgemeester en schepenen, 'tzij in zijnen schoot, 'tzij onder de leden van den gemeenteraad.

De commissie wordt bijeengeroepen in eene plaats van het kanton, door den arron-

rondissement, qui la préside et y a voix délibérative. En cas d'empêchement de ce fonctionnaire, un suppléant est désigné par le gouverneur.

La commission siège à huis clos. Quel que soit le nombre des membres présents, elle émet son avis; la répartition des voix y est consignée.

ART. 91.

Dans tous les cantons, les demandes de certificats motivées sur l'état de fortune de la famille doivent être adressées, verbalement ou par écrit, soit au commissaire d'arrondissement ⁽¹⁾, soit à l'administration communale, dans les dix jours qui suivent l'inscription. Il est donné acte de sa déclaration à l'intéressé.

Passé ce délai, les demandes ne pourront plus être admises, à moins qu'elles ne soient fondées sur des faits postérieurs à son expiration. Dans ce cas, le collège des bourgmestre et échevins délivre, s'il y a lieu, le certificat, en précisant l'événement qui le justifie. Si le canton est composé de plus d'une commune, l'avis consultatif de la commission des délégués est remplacé par un rapport écrit du commissaire d'arrondissement.

Dans les circonstances exceptionnelles, le conseil de milice et la cour d'appel peuvent respectivement relever un réclamant de la déchéance encourue, en énonçant les motifs de leur décision.

CHAPITRE XII.

Dispositions pénales.

ART. 92.

Sont punis d'une amende de 26 à 200 francs :

1^o Ceux qui ont négligé de requérir

(¹) Les mots : « le jour du tirage au sort immédiatement après cette opération » sont supprimés.

dissementsecommissaris, die haar voorzit en er beraadslagende stem heeft. In geval van belet van wege dezen ambtenaar, benoemt de gouverneur eenen plaatsvervanger.

De commissie zetelt met geslotene deuren. Zij brengt haar advies uit, welk ook het getal der aanwezige leden zij; de verdeling der stemmen wordt in dit advies aangetekend.

ART. 91.

In al de kantons, moeten de aanvragen omgetuigschriften gegrond op den fortuinstoestand der familie, mondeling of schriftelijk gericht worden hetzij tot den arrondissementsecommissaris ⁽¹⁾, hetzij tot het gemeentebestuur, binnen tien dagen volgende op de inschrijving. Er wordt den belanghebbende akte van zijne verklaring gegeven.

Na verloop van dezen termijn, zullen de aanvragen niet meer mogen aanvaard worden, tenware zij gegrond zijn op feiten dagteekenend van na dit tijdverloop. In dit geval, levert het college van burgemeester en schepenen, indien daartoe aanleiding bestaat, het getuigschrift af, de gebeurtenis opgevend die het verrechtvaardigt. Indien het kanton samengesteld is uit meer dan eene gemeente, wordt het beraadslagend advies der commissie van afgevaardigden vervangen door een geschreven verslag van den arrondissementsecommissaris.

In uitzonderlijke omstandigheden, kunnen de milite-raad en het hof van beroep, de eene en het andere, eenen reclamant ontheflen van het beloopten verval, met opgave van de redenen hunner beslissing.

HOOFDSTUK XII.

Strafbepalingen.

ART. 92.

Worden gestraft met eene boet van 26 tot 200 frank :

1^o Degenen die verwaarloosd hebben de

(¹) De woorden : « 't zij op den dag der toting, onmiddellijk na deze bewerking » vervallen.

l'inscription dans le délai fixé au premier paragraphe de l'article 13;

2^o Les hommes de l'art qui, sans motif admis par le conseil de milice, par la cour d'appel ou par le conseil de revision, ont manqué à l'une ou à plusieurs séances de ces collèges, s'y sont rendus tardivement ou ont refusé de visiter à domicile les individus qui leur auraient été désignés;

3^o Ceux qui, provoquant le trouble ou y participant dans une séance consacrée par l'autorité aux opérations de la milice, ont résisté à un ordre d'expulsion donné par le président ou par le fonctionnaire qui les dirige.

ART. 93.

L'infraction mentionnée au numéro 1^o de l'article précédent est constatée par procès-verbal du bourgmestre; celles que prévoient les numéros 2^o et 3^o sont constatées par procès-verbal du fonctionnaire qui préside ou dirige la séance de milice.

ART. 94.

Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois ceux qui, se présentant comme remplaçants, ont, en violation de l'article 69, fait une déclaration mensongère.

ART. 95.

Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à deux ans :

1^o Ceux qui ont subi les examens d'aptitude physique prescrits par la loi, en prenant ou en se laissant attribuer le nom d'un tiers, dans le but de lui procurer une exemption ou de le faire admettre au service;

2^o Ceux qui, appelés par leur *classement* à faire partie du contingent de leur classe, ont employé des moyens propres à faire

inschrijving te vragen binnen den termijn in het eerste paragraaf des artikels 13 bepaald;

2^o De geneesheeren die, zonder eene door den militie-raad, door het hof van beroep of door den reviesie-raad aanvaarde reden, op eene of op onderscheidene zittingen dezer colleges afwezig zouden geweest zijn, zich er te laat begeven of geweigerd hebben de hun aangeduide personen in hunne woning te bezoeken;

3^o Degenen die, stoornis verwekkende of er deel aan nemende in eene zitting door de overheid aan de werkzaamheden der militie gewijd, weerstaan hebben aan een bevel van uitdrijving door den voorzitter of door den ambtenaar, die dezelve leidt, gegeven.

ART. 93.

De inbreuk bij het nummer 1^o van het voorgaande artikel vermeld, wordt bestadigd door een proces-verbaal van den burgemeester; degene, voorzien bij de nummers 2^o en 3^o worden vastgesteld bij proces verbaal van den ambtenaar die de militie-zitting voorzit of leidt.

ART. 94.

Worden gestraft met eene gevangenzitting van acht dagen tot drie maanden, degenen die zich als plaatsvervangers aanbiedende, in verkrachting van het artikel 69, eene logenachtige verklaring gedaan hebben.

ART. 95.

Worden gestraft met eene gevangenzitting van acht dagen tot twee jaren :

1^o Degenen die onder den naam van eenen derde of zich, ~~dezes naam~~ latende toeschrijven, onderzoeken van lijfsgeschiedheid ondergaan hebben, voorgeschreven door de wet, met het doel van hem eene vrijstelling te verschaffen of hem tot den dienst te doen aanvaarden;

2^o Degenen die, geroepen door *hunne rangschikking* om deel van het contingent hunner klas uit te maken, middelen gebruikt

naitre ou à développer des maladies ou infirmités pour se faire exempter du service, ou qui se sont mutilés ou laissé mutiler dans ce but, soit que leur exemption ait été admise, soit qu'elle ait été rejetée. Ils sont, à l'expiration de leur peine, mis à la disposition du Ministre de la Guerre pour un terme de huit ans.

ART. 96.

Les dispositions du livre I^{er} du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 97.

Celui qui, appelé à faire partie du contingent, ne s'est pas présenté au jour fixé pour l'incorporation, est mis à la disposition du Ministre de la Guerre pour un terme de huit ans.

Néanmoins, s'il allègue des causes d'empêchement jugées valables par le gouverneur, il est traité comme les appelés ordinaires.

Le retardataire, dont les motifs d'excuses n'ont pas été admis par le gouverneur, peut les soumettre à la cour d'appel. Le recours est formé par l'intéressé, son père, sa mère ou son tuteur, suivant les distinctions établies à l'article 11.

Si le retardataire, exclu du bénéfice du paragraphe précédent, peut encore être déclaré impropre au service en conformité de l'article 82, et si la décision définitive annule une désignation prononcée par défaut, soit par le conseil de milice, soit par la cour d'appel, soit par le conseil de revision, il est, en outre, condamné à un emprisonnement de huit jours à deux ans, lorsque, par suite d'une connivence frauduleuse, l'appel d'un autre inscrit pour le suppléer sous les armes n'est plus autorisé par la loi.

hebben, om ziekten of lichaamsgebreken te doen ontstaan of te ontwikkelen ten einde zich van den dienst te doen vrijstellen, of die zich met dit doel verminkt hebben of hebben laten verminken, 'tzij dat hunne ontslaging aanvaard, 'tzij deze verworpen is geworden. Zij worden, na afloop hunner straf, ter beschikking gesteld van den Minister van Oorlog voor eenen termijn van acht jaren.

ART. 96.

De bepalingen van het I^{te} boek des Strafwetboeks zijn toepasselijk op de inbreuken door de tegenwoordige wet voorzien.

ART. 97.

Degene die, geroepen om deel van het contingent te maken, zich niet aangeboden heeft op den dag voor de inlijving bepaald, wordt, voor eenen termijn van acht jaren, ter beschikking gesteld van den Minister van Oorlog.

Evenwel, indien hij oorzaken van belet inroept, die door den gouverneur geldig worden geoordeeld, wordt hij als de gewone opgeroepenen behandeld.

De telaaromende, wiens redenen van versoening door den gouverneur niet aanvaard zijn, kan dezelve aan het hof van beroep onderwerpen. Het verhaal wordt gevormd door den belanghebbende, zijnen vader, zijne moeder of zijnen voogd, volgens de onderscheidingen bepaald in het artikel 11.

Indien de telaaromende, van de gunst van het voorgaande paragraaf uitgesloten, nog ongeschikt tot den dienst kan verklaard worden, overeenkomstig met het artikel 82, en indien de definitieve beslissing eene aanwijzing vernietigt bij afwezigheid uitgesproken, 'tzij door den militie-raad, 'tzij door het hof van beroep, 'tzij door den revisie-raad, wordt hij, daarenboven, veroordeeld tot eene gevangenzitting van acht dagen tot twee jaar, wanneer, ten gevolge van eene bedrieglijke oogluiking, de oproeping van eenen anderen ingeschrevene om hem onder de wapens te vervangen niet meer toegelaten is door de wet.

ART. 97^{bis}.

Les gouverneurs publient tous les six mois, le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet, une liste générale des retardataires à afficher dans toutes les communes de la province, et ordonnent les mesures nécessaires pour leur arrestation.

ART. 98.

Est considéré comme déserteur, le Belge (1) désigné pour le service et qui s'expatrie postérieurement pour se soustraire à l'incorporation.

ART. 99.

Dans le cas de détention subie en vertu d'un jugement, la durée du service militaire sera prolongée d'un temps égal à celui qui aura été passé dans cet état.

CHAPITRE XIII.

Des engagements volontaires.

ART. 100.

Un arrêté royal détermine, sur les bases de la présente loi, les conditions d'admission des volontaires et les avantages qui peuvent leur être accordés.

En aucun cas, les conditions d'admission ne peuvent être plus rigoureuses que celles fixées pour l'admission des miliciens.

Le mineur d'âge, n'appartenant pas encore à l'armée, doit justifier préalablement du consentement de son père ou de sa mère veuve ou, s'il est orphelin, de son tuteur. Ce dernier devra être autorisé par délibération du conseil de famille.

Les volontaires de toutes les catégories,

(1) Les mots : « que le tirage au sort a » sont supprimés.

ART. 97^{bis}.

De gouverneurs kondigen alle zes maanden, den 1^o Januari en den 1^o Juli, eene algemeene lijst der telaatkomenden af, om in al de gemeenten der provincie aangeplakt te worden, en geven de noodige bevelen tot hunne aanhouding.

ART. 98.

Wordt als deserteur beschouwd, de Belg (1) die voor den dienst aangewezen is en die later het land verlaat om zich aan de inlijving te onttrekken.

ART. 99.

In geval van opsluiting ondergaan krachtens een vonnis, zal de duur van den krijgsveldendienst verlengd worden met eenen tijd gelijk aan dengene, die in dien staat doorgebracht is geworden.

XIII^o HOOFDSTUK.

Van de vrijwillige dienstnemingen.

ART. 100.

Bij koninklijk besluit worden, naar de grondslagen van deze wet, bepaald de voorwaarden van aanneming der vrijwilligers en de voordeelen die hun kunnen verleend worden.

In geen geval mogen de voorwaarden van aanneming strenger zijn dan die bepaald voor de aanneming der miliciens.

De minderjarige, die nog niet tot het leger behoort, moet voorafgaandelijk bewijs leveren van de toestemming zijns vader of zijner moeder weduwe, of zijns voogds, indien hij wees is. Deze laatste zal moeten gemachtigd zijn door beraadslaging van den familie-raad.

De vrijwilligers van al de soorten, evenals

(1) De woorden : « welke de toting voor den dienst aangewezen heeft » vervallen.

de même que les miliciens, acquièrent la qualité de militaires par le fait de leur incorporation et de la lecture, qui leur est donnée, des lois militaires.

ART. 100^{bis}.

La rémunération des volontaires de trois et de six ans se liquide suivant les dispositions de l'article 4 de la loi du 30 juin 1896.

Toutefois, la rémunération des volontaires mariés est remise mensuellement et intégralement à leur femme.

La rémunération des volontaires de carrière est payée mensuellement et intégralement à leur femme s'ils sont mariés.

Si ces volontaires ne sont pas mariés, un tiers de la rémunération leur est remise personnellement; un tiers est remis aux personnes désignées par l'article 2 de la loi du 5 avril 1875; le tiers restant est versé à la Caisse d'épargne et porté à un livret en leur nom.

En cas de mort des personnes qui ont droit à percevoir le second tiers, celui-ci vient accroître le troisième tiers versé à la Caisse d'épargne au profit du volontaire.

Après un terme de dix ans, les volontaires de carrière qui quittent l'armée peuvent toucher immédiatement les sommes versées à la Caisse d'épargne.

CHAPITRE XIV.

Dispositions particulières.

ART. 101.

Le Roi prend toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la loi, détermine la forme des registres et des autres imprimés, ainsi que le nombre et la nature des pièces dont la production est prescrite. Toute pièce qui n'est pas conforme aux modèles est rejetée.

de miliciens, verkrijgen de hoedanigheid van krijgslieden door het feit hunner inlijving en der voorlezing van de krijgswetten die hun gedaan wordt.

ART. 100^{bis}.

De bezoldiging der vrijwilligers voor drie en zes jaar wordt betaald volgens de bepalingen van artikel 4 der wet van 30 Juni 1896.

Evenwel wordt de bezoldiging der gehuwde vrijwilligers maandelijks en geheel en al aan hunne vrouw ter hand gesteld.

De bezoldiging der vrijwilligers van beroep wordt maandelijks en geheel en al ter hand gesteld aan hunne vrouw, zoo zij gehuwd zijn.

Zijn deze vrijwilligers niet gehuwd, dan wordt een derde der bezoldiging aan hen persoonlijk ter hand gesteld; een derde wordt betaald aan de personen aangeduid in artikel 2 der wet van 5 April 1875; het overige derde wordt gestort in de Spaarkas en op hunnen naam in een spaarboekje geschreven.

In geval van overlijden der personen die het recht hebben het tweede derde te ontvangen, wordt dit gevoegd bij het overige derde dat ten bate der vrijwilligers in de Spaarkas is gestort.

Na eenen termijn van tien jaren kunnen de vrijwilligers van beroep, die het leger verlaten, onmiddellijk de sommen trekken die in de Spaarkas zijn gestort.

HOOFDSTUK XIV.

Bijzondere bepalingen.

ART. 101.

De Koning neemt al de noodige maatregelen voor de uitvoering der wet, bepaalt den vorm der registers en der andere gedrukte stukken, alsook het getal en den aard der stukken waarvan de voorlegging voorgeschreven is. Alle stuk dat niet gelijk is aan de modellen wordt verworpen.

ART. 102.

Tous actes et pièces concernant la milice sont exempts de frais de timbre et d'enregistrement, sous la réserve énoncée à l'article 71.

ART. 103.

Les individus soumis aux obligations de la présente loi et âgés de 19 à 28 ans accomplis (art. 2 de la loi du 16 août 1887), ne peuvent être mariés que sur la production d'un certificat constatant qu'ils ont satisfait aux obligations imposées, soit par les lois antérieures sur la milice, soit par la présente loi. Il est défendu, dans ce cas, à tout officier de l'état civil de procéder aux publications du mariage, sous peine d'une amende correctionnelle de 300 francs à 800 francs.

ART. 104.

Les mêmes individus ne peuvent obtenir une patente ou un passeport pour l'étranger qu'après avoir fourni la preuve qu'ils ont satisfait aux lois sur la milice.

Néanmoins, les militaires en congé illimité peuvent obtenir une patente en exhibant leur congé, et un passeport à l'étranger en produisant l'autorisation du Département de la guerre.

ART. 105.

Nul ne peut être admis à un emploi salarié sur les fonds de l'État, de la province ou de la commune, qu'après avoir fourni la preuve qu'il a satisfait aux lois sur la milice.

ART. 102.

Alle akten en stukken betreffende de militie zijn vrij van zegel en van registratie, onder voorbehoud van wat in artikel 71 gezegd is.

ART. 103.

Tot het huwelijk van de personen, die onderworpen zijn aan de verplichtingen van deze wet en den ouderdom van 19 tot 28 volle jaren bereikt hebben (art. 2 der wet van 16 Augustus 1887), mag niet worden overgegaan dan na overlegging van een getuigschrift vaststellende dat zij voldaan hebben aan de verplichtingen, 'tzij door de vroegere wetten op de militie, 'tzij door deze wet opgelegd. Het is, in dit geval, aan allen ambtenaar van den burgerlijken stand verboden over te gaan tot de huwelijksafkondigingen, op straffe van eene correctioneële boete van 300 tot 800 frank.

ART. 104.

Dezelfde personen kunnen geen patent of geenen reispas voor het buitenland verkrijgen dan na het bewijs geleverd te hebben dat zij aan de wetten op de militie hebben voldaan.

Evenwel kunnen de miliciens in onbepaald verlof, eene patent bekomen, mits vertooning van hunnen verlofbrief, en eenen reispas voor het buitenland, mits voorlegging der machtiging van het Ministerie van oorlog.

ART. 105.

Niemand mag aangenomen worden voor eene bediening op de gelden van den Staat, van de provincie of van de gemeente betaald, dan na het bewijs te hebben geleverd dat hij aan de wetten op de militie voldaan heeft.

ART. 106.

Il est défendu à tout fonctionnaire ou employé civil participant, de quelque manière que ce soit, à l'application de la législation sur la milice, ainsi qu'à tout militaire, de prendre aucune part aux opérations ayant pour objet le remplacement dans l'armée, effectué pour compte d'une société ou pour celui d'un particulier, ni aux bénéfices qui peuvent en résulter.

ART. 107.

Un règlement d'administration générale organisera, dans tous les régiments de l'armée, des écoles pour les militaires en activité de service.

La fréquentation des cours élémentaires pour tous les soldats ne sachant ni lire ni écrire sera considérée comme faisant partie du service et, comme telle, rendue obligatoire.

Les volontaires visés au 2^o de l'article 2^{bis}, les miliciens ou les remplaçants qui désirent suivre des cours professionnels, industriels, commerciaux, scientifiques, artistiques ou littéraires en font la déclaration à l'autorité compétente; ils sont dirigés sur des villes de garnison où se trouve l'établissement de leur choix; leur formation militaire est réglée de telle sorte qu'ils puissent suivre les cours des établissements publics ou privés qu'ils ont choisis.

ART. 108.

La loi précédente sur la milice est abrogée.

Disposition transitoire.

ART. 109.

Les miliciens, volontaires ou volontaires avec prime appelés à faire partie de l'armée

ART. 106.

Het is verboden aan allen ambtenaar of burgerlijken bediende welke, op welkdanige wijze het ook zij, medewerkt aan de toepassing der wet op de militia, alsook aan allen krijgsman, eenig deel te nemen aan de werkingen ten voorwerp hebbende de plaatsvervanging in het leger, bewerkstelligd voor rekening eener maatschappij of voor degene van eenen bijzonderen persoon, noch aan de voordeelen die daaruit kunnen voortvloeien.

ART. 107.

Eene verordening van algemeen bestuur zal, in al de regimenten des legers, scholen inrichten voor de militairen in werkelijken dienst.

Het volgen der elementaire leergangen door al de soldaten die noch lezen noch schrijven kunnen, zal worden beschouwd als behoorende tot den dienst en uit dien hoofde verplichtend gemaakt.

De vrijwilligers bedoeld in n^o 2 van artikel 2^{bis}, de miliciens of de plaatsvervangers die leergangen van beroepsonderwijs, van nijverheid, handel, wetenschappen, kunst of letterkunde willen volgen, leggen daartoe eene verklaring af voor de bevoegde overheid; zij worden gestuurd naar garnizoensplaatsen waar zich de inrichting hunner keuze bevindt; hunne militaire opleiding wordt op zulke wijze geregeld, dat zij de leergangen kunnen volgen van de door hen verkozen openbare of private onderwijsgeestichten.

ART. 108.

De vorige wet op de militia wordt afgeschaft.

Overgangsbepaling.

ART. 109.

De miliciens, vrijwilligers of vrijwilligers met premie, geroepen om deel uit te maken

à la date de la promulgation de la présente loi doivent le service militaire conformément aux dispositions en vigueur au moment de leur appel ou de leur engagement.

van het leger op den datum van de afkondiging dezer wet, zijn tot krijgscienst verplicht overeenkomstig de bepalingen die van kracht zijn op het oogenblik dat zij onder de wapens worden geroepen of eene dienstverbintenis aangaan.

B^{no} CH. DE BROQUEVILLE.

J. VAN DER LINDEN.
